

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 457 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 457
Avril-Mai-Juin 2001
38^e année

DANS CE NUMERO

-Toni Negri et la «mondialisation». Quand l'imbécile sort de l'ombre, il ne montre que les ténèbres.
-Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi» (fin).
-Tortures en Algérie: l'impérialisme est aussi coupable que ses hommes de main.
-Grande-Bretagne. Mine de Tower: l'impasse de l'autogestion.

**Lu, Marks and
Spencer,
Moulinex...**

**Les travailleurs
ne doivent
compter que
sur leur lutte!**

Il y a quelques mois ou quelques semaines encore les responsables de tout bord, des hommes politiques aux patrons en passant par le gouvernement, ne cessaient de vanter, d'un côté, la forte croissance économique, les bénéfices des entreprises et les plus-values boursières, et, de l'autre, une baisse rapide du chômage: voici que se succèdent les annonces de licenciements massifs - que ce soit dans des entreprises qui engrangent de juteux bénéfices ou dans d'autres qui affichent des déficits! Les travailleurs qui n'ont quasiment rien touché de cette fameuse croissance économique (la hausse des salaires en France en 1999 et 2000 a été la plus faible de tous les pays européens, à cause de la RTT - et le gouvernement de la «gauche plurielle» maintient cette année encore le cap de l'austérité salariale - Merci Jospin!), qui ont vu le gouvernement et les syndicats entériner les attaques du patronat contre les acquis sociaux, constatent qu'ils sont à nouveau frappés par les licenciements et les menaces sur leur emploi tandis que le gouvernement maintient le cap de l'austérité salariale, dès que se manifeste le ralentissement de l'économie mondiale: Marks and Spencer, Lu, Moulinex, Dim, AOM, etc., risquent fort de n'être que les premiers d'une longue liste.

MOBILISATION DE CLASSE, NON CAMPAGNE D'OPINION !

La vague d'indignation face aux licenciements des travailleurs de Lu a donné naissance au boycott des produits Danone, mot d'ordre habilement propagé, y compris par les partis qui siègent au gouvernement, pour mieux prévenir une lutte réelle des prolétaires. Mais ce qu'il faut pour faire reculer les patrons qui ne prennent pas leurs décisions à la légère, c'est bien plus qu'une campagne d'opinion reposant sur la bonne

(Suite en page2)

Attaques bourgeoises croissantes, impasses réformistes Une seule perspective prolétarienne: la révolution communiste!

Depuis que le capitalisme existe, la classe ouvrière est exploitée par le capital, enchaînée à la production, esclave d'un mode de production inhumain. Même s'il est vrai qu'à la suite de longues luttes des avantages ont été obtenus, ces avantages sont inexorablement remis en cause au nom des intérêts suprêmes de l'économie nationale et de ses entreprises. Comme autrefois la situation est

restée fondamentalement la même pour les prolétaires: angoisse, incertitude du lendemain, travail forcené pour les uns, chômage pour les autres, misère et exploitation pour tous: même les profits capitalistes sont synonymes de nouveaux licenciements comme on le voit chez Danone ou hier chez Michelin.

A BAS L'ETAT BOURGEOIS!

Et pour sortir de cette situation, que proposent aux travailleurs les partis de gauche et les syndicats qui disent représenter leurs intérêts?

Face à la situation de concurrence acharnée que connaît chaque économie capitaliste, ils appellent à défendre l'économie de leur pays. En agitant le spectre de la «mondialisation», ils font croire que la bourgeoisie abandonnerait l'intérêt national et que le rôle des travailleurs serait de se mobiliser pour défendre cet intérêt national qui n'est rien d'autre que l'intérêt du capital. Criant haut et fort contre les «multinationales» étrangères et les pays capitalistes plus puissants, ils appellent à défendre l'économie nationale

et l'Etat que la bourgeoisie serait disposée à brader. Mais l'Etat n'est pas une institution neutre, impartiale, oeuvrant pour un fantomatique intérêt commun au dessus des classes et pour le bien-être de tous - comme le prétend la mensongère idéologie démocratique. Il s'agit d'un **Etat bourgeois**, c'est-à-dire d'un appareil au service exclusif du mode de production capitaliste et de la domination bourgeoise. Si ses fonctions de régulation des rapports sociaux et de défense du fonctionnement sans heurts de l'exploitation capitaliste le font parfois apparaître comme un obstacle aux agissements de certains secteurs patronaux minoritaires, c'est parce que ces agissements risqueraient d'ébranler sans nécessité le statu-quo en poussant les prolétaires à la lutte. Aujourd'hui la bourgeoisie

préfère y aller «doucement», augmenter progressivement - mais continuellement! - la pression sur les travailleurs, supprimer les unes après les autres les concessions qu'elle avait pu accorder hier à la classe ouvrière dans la période d'expansion économique: depuis l'emploi pratiquement garanti jusqu'aux salaires régulièrement croissants, en passant par la durée légale de la semaine de travail, les retraites, etc.

Mais que, plongée dans une nouvelle et inévitable crise économique, la classe bourgeoise, pour conserver ses profits, soit obligée d'accentuer cette offensive anti-prolétarienne ou qu'elle ait à faire face enfin à une poussée de luttes ouvrières, et l'on verra

(Suite en page 2)

En Kabylie, révolte contre la misère et l'injustice sociale

Tout a commencé le 18 avril par ce qu'on appelle une «bavure policière»: dans un quartier de la localité de Beni Douala, Mohamed Guermah, un lycéen qui avait eu le tort de vouloir protester contre le tabassage de jeunes par des gendarmes est amené au poste, roué de coups et abattu d'une rafale de mitraillette (l'un des gendarmes est lui-même blessé par ricochet). Devant l'indignation face à ce crime et pour étouffer l'affaire, la gendarmerie diffuse 3 jours plus tard un communiqué qui affirme qu'il s'agit d'un «accident» et que la victime était coupable d'«agression» et de «vol». Cette déclaration impudente (décidée en haut lieu car reprise par le ministre de l'Intérieur lui-même) va provoquer l'indignation et la colère dans toute la Kabylie: des manifestations de protestation se succèdent après l'enterrement du lycéen le 23 avril, et elles se heurtent aux forces de la gendarmerie et aux C.N.S. (CRS algériens).

Dès le 25 avril, les tirs à balles réelles et explosives contre les manifestants et contre les habitations sont systématiquement utilisés par les gendarmes dans de nombreuses localités de Kabylie - mais pas dans les 2 plus grandes villes, Tizi Ouzou et Béjaïa, où il n'y a pas eu de morts - à la place des grenades lacrymogènes, des canons à eau ou des coups de matraques. Les gendarmes ont déclaré à la presse que dans beaucoup de localités ils ont été contraints d'utiliser des armes à feu pour contenir les émeutiers qui s'attaquaient aux gendarmeries - ou qu'ils ont eux-mêmes essuyé des coups de feu de la part de «terroristes infiltrés» dans les manifestations.



Mais selon un responsable de l'hôpital d'Abkou, «90 % des blessés par balles les ont reçues dans le dos»; les gendarmes ont souvent utilisé des armes de précision (Seminov) pour abattre à distance des manifestants; des témoignages précis établissent qu'ils ont parfois achevé des manifestants blessés, se sont livrés à divers sévices, à des actes de pillages et de vols, etc. (1). On ne signale pas de cas de blessures par balles de policiers ou de gendarmes. Tout ceci, lié en outre au fait que les gardes communaux ont été écartés de tout rôle dans le maintien de

«l'ordre», indique qu'en haut lieu il avait été décidé de faire couler le sang pour étouffer l'incendie qui embrasait la Kabylie, avec le risque qu'il se propage au reste du pays. D'ailleurs, si le Ministre de l'Intérieur s'est déplacé sur place, le silence pesant du président Bouteflika pendant ces journées tragiques (et son déplacement à l'étranger), montre que les autorités avaient donné la priorité à la répression plutôt qu'à d'éventuelles mesures pour calmer les esprits - ne parlons

(Suite en page 3)

Attaques bourgeoises croissantes, impasses réformistes Une seule perspective prolétarienne: la révolution communiste!

(Suite de la page 1)

aussitôt l'Etat remplir ouvertement et sans retenue son rôle anti-prolétarien: bien loin de représenter un quelconque point d'appui ou un quelconque soutien pour les travailleurs, bien loin de pouvoir être utilisé par eux, il est fondamentalement leur **adversaire**, l'arme de la bourgeoisie qu'il est nécessaire de **combattre** et de **détruire**.

LES RÉFORMISTES, COMPLICES ET AGENTS DE LA DOMINATION CAPITALISTE

Les partis et les organisations réformistes prétendent qu'est possible un fonctionnement humain du capitalisme qui prendrait en compte le sort des exploités, un commerce qui serait «équitable», des entreprises qui seraient «citoyennes», un Etat «au service de tous» et autres billevesées. Activement secondés par l'«extrême-gauche» trotskyste, les réformistes s'emploient à canaliser le mécontentement croissant des prolétaires dans les impasses classiques du cirque électoral, des manifestations-procès et de l'appel à l'«opinion publique» en faisant croire qu'il serait possible ainsi de faire fléchir les patrons et de pousser l'Etat à soutenir les travailleurs.

Le bilan de leur propre action au gouvernement est la démonstration irréfutable de la fausseté de ces prétentions: ce n'est pas aveuglement ni par stupidité qu'ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour répondre aux vœux de la bourgeoisie, pour faciliter l'offensive capitaliste tout en paralysant sur le terrain la classe ouvrière; en effet, puisqu'ils veulent maintenir l'organisation sociale actuelle, les réformistes ne peuvent être qu'**au service du mode de production capitaliste**, et donc de la classe dominante et de l'Etat bourgeois qui le personnifient et le défendent: **on combat le capitalisme ou on s'y soumet**. Si les réformistes critiquent bruyamment tel patron ou telle tendance bourgeoise «ultra» (voir leurs piailleries contre l'«ultralibéralisme»), c'est non seulement pour essayer de regagner la confiance des travailleurs de plus en plus écoeurés par leur politique, mais aussi pour mieux faire croire qu'il n'existe pas d'autre alternative que la défense du statu-quo, pas d'autre solution que le recours à l'Etat bourgeois et que le seul objectif doit être la poursuite de l'exploitation capitaliste «normale» et de l'ordre bourgeois «habituel». Jouant un rôle irremplaçable de sabotage et de détournement des luttes ouvrières, ils ne sont en réalité rien d'autre que les complices et les agents de la domination capitaliste.

LA LUTTE DE CLASSE ANTICAPITALISTE, SEUL MOYEN EFFICACE DE RÉSISTANCE

La réalité dément toutes les prétentions réformistes: le capitalisme n'arrête pas de se restructurer, de supprimer des secteurs non rentables, de jeter à la rue des travailleurs; sous le capitalisme il ne peut exister pour ces derniers de garanties, d'avantages acquis, et encore moins une amélioration continue de leur condition - sauf pour des couches particulières et pour des périodes limitées - car le capitalisme se nourrit de leur exploitation qui ne peut que s'aggraver au rythme des crises économiques et de la concurrence inter-capitaliste. En définitive, le sort des travailleurs dépend de la lutte qu'ils mènent contre leurs exploités. Ils n'ont aucun intérêt à lutter, comme les y invitent les réformistes, pour la santé économique de leur pays, de leur région, de leur secteur ou de leur entreprise, puisque cette santé n'est autre chose que leur exploitation.

La classe ouvrière n'a que **ses propres intérêts de classe** à défendre: ses conditions de vie et de travail, les conditions de sa lutte

et l'union grandissante de ses rangs contre les capitalistes et leur Etat; cette défense étant le premier pas indispensable pour pouvoir passer ensuite à la contre-offensive, c'est-à-dire à la lutte anticapitaliste plus large, à la lutte politique révolutionnaire.

La perspective politique du prolétariat ne peut pas être la démocratie, qui, même «avancée», «directe», «de base», ne remet pas en cause la domination de classe de la bourgeoisie. Sa perspective, c'est **«tout le pouvoir au prolétariat»**: le renversement de la domination de la classe bourgeoise par la démolition de l'Etat en place au moyen de la violence révolutionnaire et de l'insurrection armée, l'instauration d'un nouveau pouvoir s'employant dictatorialement à exproprier les classes exploiteuses, à déraciner le capitalisme et à étendre internationalement la révolution.

POUR LA MONDIALISATION DE LA LUTTE PROLÉTARIENNE!

L'émancipation du prolétariat ne peut en effet être nationale: chaque fois que la classe ouvrière a mis en danger l'ordre établi, elle

a trouvé contre elle toutes les bourgeoisies coalisées. Et même s'il était capable de résister militairement à la bourgeoisie internationale, un pouvoir prolétarien qui resterait isolé dans les limites d'un seul pays serait condamné à l'asphyxie étant donné que toutes les économies dépendent à un degré important du marché mondial. Mais en **mondialisant** toujours plus les économies (et cela depuis sa naissance: «*Au grand désespoir des réactionnaires, la bourgeoisie a ôté à l'industrie sa base nationale*» disait déjà le Manifeste), le capitalisme crée aussi les conditions et le besoin de la **mondialisation de la lutte prolétarienne et de la révolution**. L'accroissement des «flux migratoires» des travailleurs en fonction des lignes de force du capital qui a comme conséquence que le prolétariat des grands (et moins grands) pays capitalistes appartient à plusieurs nationalités, de même que la croissance internationale des entreprises, le recours aux «délocalisations», etc., donnent un sens tout à fait concret à la vieille affirmation marxiste: **les prolétaires n'ont pas de patrie!**

La lutte ouvrière est donc internationale par nature, et la société communiste sans classes, sans crises et sans guerres - c'est-à-dire sans patries ni frontières - pour laquelle doit lutter le prolétariat ne pourra être que mondiale. Le combat pour surmonter les antagonismes nationaux (ainsi que toutes les autres divisions en permanence attisées par

les bourgeois et leurs agents) est une condition obligatoire pour la renaissance de cette lutte. Il faudra unir toutes ces forces internationales de la classe ouvrière qui sont immenses et qui ont la force potentielle de balayer tout le système capitaliste mondial.

Pour centraliser ces forces, pour organiser et diriger cette lutte, un **parti mondial du prolétariat** est indispensable. Sa naissance ne dépendra pas du hasard et encore moins de regroupements sans principes, mais sera la conséquence d'une lutte intransigeante sur les plans politique, théorique, programmatique aussi bien que pratique, contre tous les faux amis du prolétariat, contre toutes les fausses solutions et toutes les fausses alternatives soufflées par la classe ennemie: C'est **dès aujourd'hui** qu'il faut travailler à préparer la constitution de ce futur parti unique de la révolution communiste, internationaliste et international, sur la base invariante du marxisme et du programme communiste vérifiable.

Les prolétaires n'ont rien à défendre dans cette société: ni entreprise, ni économie, ni patrie. Leur seul espoir, leur seule perspective réaliste, c'est la lutte ouverte pour l'émancipation du joug du capital, pour la révolution communiste.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

En Kabylie, révolte contre la misère et l'injustice sociale

(Suite de la page 1)

pas d'accorder satisfaction aux demandes élémentaires des manifestants!

Mais cette répression bestiale ne va pas réussir à faire cesser rapidement les manifestations, elle va au contraire décupler la révolte et l'étendre à toute la Kabylie, où depuis longtemps la population proteste contre les agissements d'une gendarmerie particulièrement haïe, qui symbolise toutes les exactions du pouvoir. Les manifestants s'en prennent aux bâtiments publics et les incendient (à Tizi Rached un jeune kamikaze s'est même lancé contre les gendarmes à bord d'un bus chargé de pneus enflammés), etc.

La colère était telle que les partis politiques berbères qui appelaient au calme ont été complètement débordés; des locaux du RCD - parti démocrate berbère compromis avec le pouvoir - ont été incendiés et ce parti a dû quitter le gouvernement; le FFS, («Front des Forces Socialistes» de Aït Ahmed, moins discrédité que son rival en raison de son opposition en apparence intransigeante au pouvoir) a vu lui aussi ses locaux incendiés dans certaines localités (2), en raison de sa transformation en parti de notables. Assumant un rôle de pompier, il n'a eu de cesse d'appeler au calme; il a choisi d'annuler deux manifestations qu'il avait prévues pour canaliser la colère et faire retomber la pression, de peur d'être au contraire impuissant à contrôler les manifestants. Sans préciser la date, le quotidien «Le Matin» fait état d'«une rencontre secrète tenue de nuit entre le président de l'APW, du FFS et des hauts responsables du secteur militaire à Tizi Ouzou» (3), évidemment pour tenter de reprendre le contrôle de la situation. Finalement le FFS organisera sa manifestation soupape de sûreté à Alger, avec l'accord implicite du pouvoir.

Selon des chiffres officiels rendus publics le 17 mai, le nombre des morts est de 30 ou 33, et le nombre des blessés de 471 (des estimations non officielles avancent un chiffre de 60 morts).

UNE RÉVOLTE SOCIALE, PAS «IDENTITAIRE» OU RÉGIONALISTE

Les partis et les organisations culturelles berbères qui ont vu le jour ou se sont déve-

loppées depuis le fameux «printemps berbère» d'il y a vingt ans, se sont employés à donner une explication «identitaire» à la révolte et à mettre en avant leurs revendications régionalistes spécifiques. Mais il leur est impossible de masquer les causes sociales de ces affrontements qui sont d'ailleurs clairement affirmées par les manifestants. «*L'injustice sociale, exacerbée par un comportement "abusif" et arbitraire de la Gendarmerie nationale, est à l'origine des émeutes de Kabylie*» écrit le quotidien algérois El Watan: «*Cette fois-ci la revendication identitaire est reléguée au second plan*» (4). C'est pourtant cette revendication identitaire, de nature fondamentalement petite-bourgeoise, que tous veulent remettre au premier plan; les uns pour essayer d'arracher quelques concessions sur ce plan au pouvoir, tandis que de l'autre côté, le pouvoir insiste sur cet aspect pour éviter la contagion de la révolte dans toute l'Algérie.

C'est ainsi que dans son discours télévisé, le Président Bouteflika a fait une petite ouverture en direction des berbéristes en évoquant la possibilité d'un référendum sur la langue Tamazight (berbère). Par contre, pour ce qui est des protestations contre la répression, la seule mesure annoncée a été la création d'une «commission d'enquête indépendante» qui n'est autre chose que de la poudre aux yeux (les organisations kabyles ne s'y sont pas trompées, qui ont refusé de la rencontrer). Et si quelqu'un pouvait encore nourrir des doutes sur les sentiments des autorités, ils ont été dissipés lorsque, quelques jours plus tard, le pouvoir faisait adopter par le Parlement une loi visant à mettre la presse au pas...

AUJOURD'HUI LA KABYLIE, DEMAIN TOUT LE PAYS

L'ordre règne de nouveau en Kabylie et tous les tenants de cet ordre fait de misère, d'exploitation et d'oppression sanglante, vont répétant que les jeunes manifestants sont «morts pour rien», qu'il n'y a rien d'autre à faire qu'à se résigner au maintien indéfini de ce pouvoir assassin, la seule solution étant d'essayer de s'en sortir individuellement - ce qui est en réalité impossible pour l'immense majorité. Mais les sanglants événements de Kabylie sont un symptôme des formidables tensions sociales qui s'accumulent en Algé-

rie. Alors que les cercles bourgeois dirigeants paraissent avoir pour le moment résolu leurs sordides rivalités internes grâce à l'argent du pétrole qui coule de nouveau à flots (5), ils sont bien résolus à ne donner que du plomb aux prolétaires et aux masses si elles font mine de ne pas se satisfaire de leur misère. Pour contenir le mécontentement croissant et éviter qu'il se traduise par des luttes d'ampleur, ils auront recours à toute la gamme des moyens à leur disposition: le recours aux pompiers sociaux de tout poil (6), aux illusions démocratiques - actuellement bien affaiblies, mais qui pourraient renaître demain -, à la menace terroriste islamique (en partie mis sur pied ou entre-tenu par des services paramilitaires), etc.

Les bourgeois ne pourront cependant éviter de nouvelles explosions sociales, ils ne pourront éviter éternellement que les grands centres du pays en sortent indemnes. Ils s'y préparent sans aucun doute. Les prolétaires devront s'y préparer aussi en constituant leurs organisations de lutte, en constituant leur parti de classe, s'ils veulent que ces explosions ne restent pas sans lendemain, mais qu'elles débouchent sur la lutte révolutionnaire contre la classe dominante et son Etat et, en étroite union avec les prolétaires des autres pays, sur le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat.

La voie est longue, mais c'est la seule qui fera en sorte que le sang des victimes n'ait pas coulé en vain.

(1) Voir L'enquête du «Matin» («Retour sur événements»), 15/5. Les journalistes écrivent, entre autres, qu'il y eut un usage «presque systématique dans toute la Kabylie» des balles explosives, aux effets particulièrement dévastateurs («victimes éviscérées, écervelées, aux membres déchiquetés»). Le règlement interdit, paraît-il, l'usage d'armes à feu pour s'opposer à des manifestations - sauf si un ordre contraire est donné...

(2) cf «Le Matin», repris dans «Courrier International» n° 548 (3-9/5/1).

(3) «Le Matin», 15/5.

(4) «El Watan», 13/5. Le journaliste cite par exemple un jeune manifestant qui affirme: «*Nous n'avons pas manifesté pour Tamazight, mais contre le chômage, l'injustice*

Toni Negri et la «mondialisation» Quand l'imbécile sort de l'ombre, il ne montre que les ténèbres

La dite «mondialisation» de l'économie capitaliste et tout ce qui en découle au niveau de l'organisation politique, économique et militaire de la bourgeoisie, fait l'objet d'un vaste mouvement alternatif d'opposition dans lequel se retrouvent à la fois tous ceux qui subissent sur le plan économique et social les conséquences de cette course à la centralisation capitaliste et tous leurs représentants qui se sentent floués politiquement par l'obsolescence de leurs vieilles thèses sur la démocratie nationale et qui doivent leur redonner un nouveau lustre. Cette opposition démocratique est menée sur un front interclassiste, et la classe ouvrière est entraînée dans cette voie par ses organisations réformistes et opportunistes syndicales et politiques.

Dans tout mouvement interclassiste, il y a toujours des théoriciens, et les antimondialistes n'en manquent pas. Les groupes politiques ou les intellectuels se font ainsi valoir socialement grâce à leur «découverte» de l'ouverture d'une nouvelle ère du développement capitaliste et des nouvelles perspectives «de lutte et d'action» qu'elle ouvrirait. L'antimondialisme est un vrai salon Lénine en matière d'imagination politique petite-bourgeoise.

Parmi tous ceux qui auscultent le système capitaliste du haut leur infaillible science du renouveau politique, Toni Negri, ex-dirigeant de «Potere Operaio» et ex-chanteur de la lutte armée excitatoire contre l'Etat bourgeois, se place aux premières loges. Co-auteur avec Michael Hardt d'un livre, «L'Empire», sur le capitalisme mondialiste d'aujourd'hui, il est un des porte-parole de ces nouvelles théories petite-bourgeoises sur le développement capitaliste et ses conséquences politiques pour le prolétariat et les masses exploitées.

Nous ne nous baserons pas notre critique sur ce livre, mais sur un article qu'il a fait paraître dans «Le Monde Diplomatique» de janvier 2001 et qui a l'avantage de refléter de manière synthétique les positions modernisatrices du professeur Negri et d'être facilement accessible aux lecteurs (toutes les citations ci-après sont tirées de là).

CE QU'ENSEIGNE LE PROFESSEUR NEGRI

Dans son article, le professeur Negri fait d'abord un double constat; premièrement: «(...) il n'y a pas de marché global (à la manière dont on en parle depuis la chute du mur de Berlin, c'est-à-dire non seulement comme paradigme macro-économique mais comme catégorie politique) sans forme d'ordonnement juridique, et cet ordre juridique ne peut exister sans un pouvoir qui en garantit l'efficacité; et deuxièmement: «l'ordre juridique du marché global (que nous appelons «impérial») ne désigne pas simplement une nouvelle figure du pouvoir suprême qu'il tend à organiser: il enregistre aussi des puissances de vie et d'insubordination, de production et de lutte de classes qui sont nouvelles». Le professeur ne cache d'ailleurs pas que son objectif est de lancer

sur le marché de la théorie une nouvelle mouture politique élaborée selon une «*approche marxienne*», en fait une énième tentative encore plus vile de modernisation du marxisme: «*Le moment, dit-il, est donc venu d'ouvrir une véritable discussion et de vérifier de manière expérimentale les concepts que nous proposons, afin de renouveler la science politique et juridique à partir de la nouvelle organisation du pouvoir global*».

Mais qui va être le sujet des expériences du professeur Negri, sinon le prolétariat? Qui va donc assumer l'échec programmé de ces expériences, sinon toujours le prolétariat? Mais qui tirera les bénéfices de cet échec, sinon la bourgeoisie et le professeur Negri qui y trouvera l'occasion d'échafauder encore de nouvelles théories!

La pensée du professeur Negri peut être résumée par trois postulats: a) Le marché capitaliste est arrivé à un stade dit «global» et

il entre dans une dimension inconnue jusqu'à présent; b) Cette dimension capitaliste engendre de nouvelles formes d'organisation politique et économique du capitalisme et de la bourgeoisie, classe qui en représente toujours les intérêts; c) Cette nouvelle donne rend nécessaire de nouvelles alternatives de luttes, de nouveaux objectifs politiques et de nouvelles formes d'organisation pour la classe des prolétaires et les masses exploitées du monde.

LE MARCHÉ GLOBAL ET LE POUVOIR SUPRÊME DU CAPITAL

Commençons d'abord par cette idée que le capitalisme a atteint une dimension nouvelle, qui **transfigure** sa nature même et déplace ses centres du pouvoir dans un centre unique: le «*pouvoir suprême*» ou «*impérial*».

Loin de nous l'idée que le capitalisme ne s'est pas démesurément dilaté à l'échelle planétaire depuis la publication du texte-jalon de Lénine sur l'impérialisme («L'impérialisme, stade suprême du capitalisme», 1916). Mais cette centralisation capitaliste et cette ronde infernale du capital financier qu'elle suscite, répondent à des lois totalement **immuables** et parfaitement décrites par Marx, reprises ensuite comme fondements de l'explication de Lénine sur la nouvelle phase impérialiste dans laquelle venait d'entrer le capitalisme. Elle ne modifie donc pas sa nature, elle la **confirme**.

Le contexte du capitalisme d'aujourd'hui se distingue de ce qu'il était pendant la phase d'expansion post-deuxième guerre impérialiste par le fait que l'écroulement des pays de l'Est, mais aussi des facteurs comme la fin du cycle des guerres nationales anticoloniales, ont ouvert une nouvelle phase de repartage du monde où les batailles de rapine entre grands groupes capitalistes sont devenues acharnées, où les manoeuvres des impérialismes dominants sont toujours plus conflictuelles, où l'échelle de ces disputes pour la domination des marchés s'élargit et où la vitesse de réaction des armées financières capitalistes devient une donnée toujours plus importante.

La formidable capacité d'expansion du capital à tous les domaines de la vie (même l'air que l'on respire est devenu source de commerce avec les fameux droits de polluer américains) est un phénomène qui n'étonne pas les marxistes: «*Le capitalisme, c'est la production marchande à son plus haut de-*

gré de développement, où la force de travail elle-même devient une marchandise. L'extension des échanges tant nationaux qu'internationaux, surtout, est un trait distinctif du capitalisme. Le développement inégal et par bonds des différents pays, est inévitable en régime capitaliste» (1).

Dire que le capitalisme est entré dans une nouvelle dimension est une vraie découverte d'universitaire en mal de sensation historique! Chaque minute qui passe nous fait découvrir une dimension nouvelle du capitalisme puisque, le temps d'écrire ces lignes, il s'est encore accru de quelques pouces quelque part dans le monde! Globalisant, le capitalisme l'a toujours été, destructeur de modes anciens de production aussi (et il le fut bien plus à sa formation et dans ses premières phases de pénétration du monde qu'il ne l'est aujourd'hui dans un monde qu'il a totalement conquis!), éliminateur de la petite production aussi, brasseur de population grâce à l'émigration ouvrière aussi.

L'important pour l'analyse de la situation du capitalisme n'est donc pas la taille prise par le capital mais ses règles de croissance, **puisque c'est par rapport à ces règles de croissance que se définissent les règles de sa destruction**. La dimension quantitative du capitalisme ne nous sert pas pour développer une théorie ou un programme de lutte anticapitaliste, elle nous indique «seulement» le degré de maturité de la société pour la révolution. Ce n'est pas le contenu de la révolution prolétarienne qui change avec la taille de l'ennemi, mais seulement la propre taille, dimension et échelle de cette révolution.

L'internationalisation du capitalisme est un processus si peu nouveau que Lénine le décrivait déjà comme le principal facteur de développement du capitalisme en Russie et se félicitait que grâce à ce processus et à ses effets destructeurs pour la société russe réactionnaire, se créaient et se développaient les conditions objectives de la révolution démocratique et prolétarienne (Il ne gémissait pas sur la mainmise du capital européen sur la libre détermination russe!). La dimension nouvelle du capitalisme entré dans sa phase impérialiste n'avait donc rien d'une inconnue et n'avait donc rien d'imprévisible pour les marxistes d'alors, pas plus qu'aujourd'hui la dimension du capitalisme serait une imprévision du marxisme ou une découverte inattendue.

(Suite en page4)

EN KABYLIE, RÉVOLTE CONTRE LA MISÈRE ET L'INJUSTICE SOCIALE

sociale et la Hogra (le mépris- ndr)».

(5) Le gouvernement a ainsi créé un fonds de régulation des recettes excédentaires qu'il gère de façon discrétionnaire, officiellement pour résorber l'endettement, mais sans aucun doute pour redistribuer cette manne aux différents clans. Pour 2000 cette juteuse cagnotte a été estimée à 250 à 300 milliards de francs. cf «Le Monde Diplomatique», mars 2001.

(6) Un représentant de cette triste engeance - le Secrétaire général du syndicat autonome des enseignants (SATEF) s'est exprimé au Congrès du SGEN (17/5), où il a affirmé que si le calme est revenu en Kabylie, «*c'est parce que nous, syndicats et autres organisations pacifiques, avons tout fait pour calmer la situation. Nous nous organisons en comités de villages, nous multiplions les appels au calme pour empêcher d'autres morts. (...) En tant qu'enseignants, nous*

pouvons influencer sur les jeunes. Nous menons un combat pacifique contre la dictature au pouvoir. Mais les jeunes, sans travail, sans avenir, qui se sentent humiliés et sont désespérés, en ont assez des discours pacifiques. Ils veulent des armes pour lutter contre une dictature qui, elle, ne connaît qu'une seule logique: comment conserver le pouvoir?».

Ces comités de village, rassemblant les notables, se sont généralisés et se sont affirmés comme interlocuteurs du pouvoir. La presse a relaté que les jeunes manifestants étaient tenus à l'écart de ces comités. Voir dans «Le Matin» du 14/5 le cas de Béni Douala où les jeunes apostrophaient les notables du comité: «*Lorsqu'on nous tirait dessus, vous étiez confinés à un rôle de spectateur et aujourd'hui vous prétendez nous représenter? La balle est désormais dans notre camp et quelles que soient les décisions que vous prendrez, elles seront caduques; de toute façon, la rue nous appartient*». C'est le fossé de classe qui apparaît ici, au moins embryonnairement. Pour éviter que les forces bourgeoises reprennent le contrôle des situations, il ne suffira pas que la rue «appartienne» aux jeunes prolétaires (c'est-à-dire un puissant mouvement spontané): il faudra aussi qu'ils apprennent à **s'organiser** sur des bases de **classe**, pour diriger ce mouvement spontané vers sa transformation en lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Lu, Marks and Spencer, Moulinex... Les travailleurs ne doivent compter que sur leur lutte!

(Suite de la page 1)

volonté des «consommateurs» et inévitablement vouée à s'épuiser rapidement; c'est tout autre chose que l'illusion - soufflée par le crétinisme démocratique - du vote d'une loi interdisant les licenciements, comme si l'Etat bourgeois pouvait être du côté des travailleurs, ou comme si les partis de gauche qui ont inauguré leur gouvernement en entérinant la décision de Renault de fermer son usine de Vilvoorde, pouvaient oser s'opposer à leurs maîtres bourgeois!

Ce qu'il faut, c'est la **lutte prolétarienne ouverte**, unifiant les travailleurs sur des objectifs de classe, une lutte orientée vers l'obtention non de la solidarité humanitaire interclassiste, mais vers la concrétisation de la solidarité de classe, combattant la division voulue par les patrons et leurs larbins, pays contre pays, région contre région, établissement contre établissement, et refusant le piège de la défense de l'entreprise. Les fermetures de sites sont des attaques contre tous les travailleurs du groupe concerné, ne serait-ce que parce qu'elles impliquent un surcroît d'exploitation («augmentation de la productivité») pour ceux qui sont épargnés par les licenciements - l'exemple de Mouli-

nex démontrant en outre que souvent les fermetures succèdent aux fermetures, les plans sociaux aux plans sociaux, car les patrons préfèrent étaler leurs attaques pour éviter de provoquer des réactions trop vives. Il est donc d'abord nécessaire de riposter par une lutte de tous les travailleurs du groupe, puis d'étendre la lutte au dehors par l'organisation de la solidarité de classe et dans la perspective d'un mouvement le plus large possible.

Ce n'est pas ce que font les organisations syndicales et les partis réformistes: ils s'efforcent d'empêcher la lutte par tous les moyens, ils sabotent la mobilisation dans les entreprises menacées, ils font reprendre le travail aux prolétaires en grève, ils isolent les plus combatifs - tout en organisant des initiatives spectaculaires qui ne sont rien d'autre que des soupapes de sûreté. Les prolétaires ne doivent pas compter sur eux, mais seulement sur leur propre lutte, sur leur propre détermination, sur leur propre organisation.

Non aux licenciements! Salaire intégral aux licenciés, en cas de réduction d'horaires, aux chômeurs!

Lutte de classe ouverte contre le patronat et son Etat!

SOUSCRIPTION PERMANENTE 2e liste 2001

Geo: 15,00 / Gér: 50,00 / Gw: 50,00 /
Paris: 2000,00 / Roger: 400,00 /
Tours: 200,00 / Victor: 110,00
Total liste: 2.825 F
Total général: 4.830 F

Toni Negri et la «mondialisation» Quand l'imbécile sort de l'ombre, il ne montre que les ténèbres

(Suite de la page 3)

La guerre entre capitaux et leurs états-majors nationaux, l'élargissement toujours plus grand des champs de bataille n'ont donc rien à voir avec une gestion «impériale» où l'impérialisme se présenterait comme entité unique, étouffant les antagonismes au point de les faire disparaître, même si cette unicité est décrite par le professeur Negri comme le résultat du rapport de force du plus fort, les Etats-Unis sur les autres.

La centralisation du capital, la toute puissance du capital financier, la tendance à l'accaparement du marché par un nombre toujours plus restreint de capitalistes, la fusion de capitaux toujours plus importants, comme d'ailleurs leur désagrégation toujours plus brutale, ne datent pas d'hier; ce sont autant de phénomènes inscrits dans le développement même du capital et régis par les lois invariantes du mode de production capitaliste.

L'échelle prise ces vingt dernières années par la centralisation du capital et l'accélération de sa circulation à l'échelle planétaire ne peut que nous réjouir, pour deux raisons: elle confirme toutes les thèses marxistes sur les lois fondamentales du capitalisme; et, accumulant à une échelle formidable les contradictions internes de ce mode de production, elle ouvre potentiellement de formidables perspectives pour la lutte internationale et internationaliste de la classe ouvrière, même si nous n'en voyons pas encore à l'instant les réels prémisses.

Le fameux constat du professeur Negri sur la globalisation du marché, base de toute son imbécile divagation «marxienne», n'est que du réchauffé: le véritable «constat» d'origine a été fait il y a un siècle avec la caractérisation de la nouvelle phase impérialiste du capitalisme. Depuis, le capitalisme n'a fait que se propager de manière gigantesque sans changer ni de nature ni de phase.

L'IMPÉRIALISME PUTRÉFIÉ

Mais le professeur Negri, comme porte-parole de la démocratie bourgeoise, voit dans ce gigantisme de la centralisation du capitalisme à l'échelle mondiale autre chose de bien plus subliminal, quelque chose que seuls les petits-bourgeois avides de nouveautés peuvent percevoir: «Ce dispositif [de concentration militaire, monétaire, culturelle, linguistique, communicationnel, NdlR] est supranational, mondial, total: nous l'appelons «empire».

«Encore faut-il distinguer cette forme «impériale» de gouvernement de ce que l'on a appelé pendant des siècles l'«impérialisme». Par ce terme nous entendons l'expansion de l'Etat-nation au-delà de ses frontières; la création de rapports coloniaux (souvent camouflés derrière le paravent de la modernisation) aux dépens de peuples jusqu'alors étrangers au processus eurocentrés de la civilisation capitaliste; mais aussi l'agressivité étatique, militaire et économique, culturelle, voire raciste, de nations fortes à l'égard des nations pauvres.

«Dans l'actuelle phase impériale, il n'y a plus d'impérialisme - ou, quand il subsiste, c'est un phénomène de transition vers une circulation des valeurs et des pouvoirs à l'échelle de l'Empire [souligné par nous, NdlR]. De même, il n'y a plus d'Etat-nation: lui échappent les trois caractéristiques substantielles de la souveraineté - militaire, politique, culturelle -, absorbées ou remplacées par les pouvoirs centraux de l'Empire. La subordination des anciens pays coloniaux aux Etats-nations impérialistes, de même que la hiérarchie impérialiste des continents et des nations disparaissent ou déperissent ainsi: tout se réorganise en fonction du nouvel horizon unitaire de l'Empire.»

Difficile de balancer à l'eau en si peu de mots autant de vérités scientifiques!

L'impérialisme donc est une notion ringarde selon l'érudite Negri. En quelque sorte l'impérialisme, et les Etats qui en sont les protagonistes, se seraient autodigérés ou auto-éteints pour se transmuter de vulgaires représentants d'intérêts capitalistes particuliers et «archaïques», en quelque chose de bien plus noble, qui dépasse la propre conscience qu'elle a d'elle-même et que les intellectuels bourgeois avisés et attentifs se font un devoir de lui révéler. Une sorte de gouvernement mondial, construit sur «un ordre biopolitique» (sic!) est en train de se mettre en place et, relève le professeur donneur de leçons d'un doigt menaçant: «(...) les autorités américaines ne sauraient refuser la responsabilité du gouvernement impérial» (resic), refus d'autant plus improbable que selon lui ce «pouvoir impérial» serait «fixé par une Constitution américaine élargie de manière impériale au marché mondial» (resic).

La «globalisation du marché» a donc eu raison de l'impérialisme, paix à son âme. L'impérialisme était soluble dans la démocratie, personne ne le savait et le marxisme ne l'avait pas prévu. Merci monsieur le professeur pour cette découverte fondamentale!!!

Il est difficile - que monsieur le professeur nous pardonne notre vision terre à terre - de se représenter ce «gouvernement impérial biopolitique» sous d'autres formes que celles, politiques, économiques, militaires et syndicales, que l'impérialisme a bâties pour assurer sa domination. S'il venait à exister, il ne pourrait être que le produit de ces structures forgées au cours des décennies pour aider, faciliter et tenter de réguler l'expansion capitaliste. D'ailleurs, rappelons que l'organisation internationale de l'impérialisme connue à ce jour, débuta avec la SDN (Société des Nations, créée par le Traité de Versailles et qui dura de 1920 à 1946), la fameuse caverne des brigands, et sa fin fut suivie après la deuxième guerre impérialiste par un élargissement et une extension des organismes internationaux de l'impérialisme. La SDN fut remplacée par l'ONU et son cortège d'organismes satellites politiques, militaires, économiques et l'impérialisme mit en place toute une kyrielle d'organisations telles que le GATT (OMC aujourd'hui), l'OCDE (en 1961) pour contrôler le marché mondial et assujettir toutes les nations aux intérêts des plus puissants, le BIT pour assurer un meilleur contrôle social de la force de travail. Le FMI et la Banque mondiale furent aussi créés au sortir de la guerre pour contribuer aux efforts de reconstruction capitaliste. Viendront plus tard, pour forcer la vapeur, des accords commerciaux et financiers internationaux au profit des plus puissants, les réunions directes du G7 et G8 ensuite, des cadres moins formels comme le forum de Davos, etc...

Les bases de l'organisation mondiale de l'impérialisme, fondée aujourd'hui sur la domination du capitalisme américain, fonctionnant toujours sur les mêmes principes de domination des pays capitalistes les plus riches et les mieux armés sur les autres, ont donc été mises en place il y a un demi-siècle, si l'on considère la SDN comme une tentative précurseuse.

Pour le professeur Negri, ce grand commandement du monde se substitue aux obsolescentes «Nations-Etats» et annihile leur relative autonomie impérialiste. Qu'il mette le compte de cette transition sur: «la lutte de classe ouvrière, des prolétaires du tiers-monde etc...», ne fait qu'ajouter au confusionnisme une dimension démagogique.

Une précision s'impose: «(...) l'Empire est simplement capitaliste: c'est l'ordre du capital collectif», cette force qui a gagné la guerre civile du XXe siècle. Mais alors, si l'impérialisme n'est plus, si le capitalisme peut donc se gérer de manière centrale, en

véritable capitalisme collectif, si la classe ouvrière a déjà gagné sa bataille contre l'impérialisme, donc si la société a posé les bases objectives d'une société maîtrisable et planifiable, fût-ce par un ordre encore plus centralisateur, que reste-t-il à faire?

DU RÉFORMISME NATIONAL AU RÉFORMISME MONDIAL

Le professeur Negri décrit l'état nouveau de l'ordre mondial comme étant la transformation qui fait passer la société du stade de la coercition et de l'exercice de «dispositifs disciplinaires» des Etats-nations (en termes plus justes, des puissances impérialistes) à celle d'une administration centralisée de la production et de la société: «Si la déterritorialisation de la production incite à la mobilité et à la flexibilité sociales, elle accroît aussi la structure pyramidale du pouvoir et le contrôle global de l'activation des sociétés concernées. Ce processus paraît désormais irréversible, qu'il s'agisse du passage des nations à l'Empire, du déplacement de la production de la richesse des usines et du travail à la communication ou encore de l'évolution des modes de gouvernements disciplinaires vers des procédures de contrôle»

Du point de vue de la conservation de l'ordre bourgeois, le professeur Negri a certainement raison d'avancer de telles théories. L'extraordinaire généralisation et développement du capitalisme à l'échelle mondiale contient en son sein à l'état latent le formidable potentiel de lutte de classe du prolétariat international. Comment demain canaliser des luttes qui - correctement dirigées - pourraient s'appuyer sur cette centralisation du capital à l'échelle internationale et seraient capables d'unifier les rangs ouvriers par-delà les frontières, de leur donner des objectifs communs de lutte classiste, d'amener la solidarité ouvrière à s'élargir non seulement au-delà des entreprises et régions mais aussi au-delà des limites nationales?

La bourgeoisie a bien intérêt à adapter son appareil de domination impérialiste pour en faire aussi un facteur de contrôle social et politique sur les potentialités de luttes de classe internationales, pour étouffer, par l'ouverture du «dialogue» et la distribution de strapontins, toute velléité de luttes et d'affrontements frontaux avec les classes exploitées du monde. Le Forum de Davos programme déjà de faire participer des militants contestataires, gageons que nous pourrions bientôt y voir le professeur Negri.

La recette de l'opportunisme et des démocrates petits-bourgeois pour contribuer à cette adaptation est toujours la même: un peu de démocratie injectée dans le fonctionnement de l'appareil de domination bourgeois, «espaces» de dialogue et participation de tous, renouveau de la «citoyenneté». Avec ces ingrédients de la cuisine traditionnelle démocratique, le professeur Negri assure venir à bout de l'Empire, comme les prolétaires sont déjà venus à bout de l'Etat-nation colonialiste et impérialiste: «Elle [la constitution de l'Empire] inaugure du même coup une nouvelle étape de bataille des exploités contre le pouvoir du capital. L'Etat-nation, qui enferme la lutte des classes [pas du temps de la révolution russe et de la IIIe Internationale, Monsieur le professeur], agonise comme avant lui l'Etat colonial et l'Etat impérialiste.

«Attribuer aux mouvements de la classe ouvrière et du prolétariat cette modification du paradigme du pouvoir capitaliste, c'est affirmer que les hommes approchent de leur libération du mode de production capitaliste.»

Ouf! Bientôt le socialisme, plus qu'une étape à franchir! Si le professeur Negri veut faire de la provocation intellectuelle, jeu très prisé des petits-bourgeois, il y réussit très bien. S'il prétend faire avancer la lutte du prolétariat c'est une autre histoire!

Lorsqu'il s'interroge ainsi dans son article: «(...) comment la guerre civile des masses contre le capital monde [encore une jolie expression pour s'élever au-dessus des bas-

ses réalités de l'exploitation capitaliste] peut-elle éclater dans l'Empire?», il ne veut surtout pas suggérer que le prolétariat international doit mener une guerre révolutionnaire armée, sous une direction de parti unique, dans la perspective d'imposer son pouvoir par la force aux anciennes classes dominantes. Il ne s'agit que d'emphase du langage. Bourgeois ne craignez rien! Les références à la lutte qui sont avancées dans l'article sont au mieux celles des grèves de l'hiver 1995 en France, c'est-à-dire d'une lutte défensive de caractère économique, donc limitée dans les objectifs et dans les moyens et ne sortant pas du cadre légal bourgeois. Rien à voir avec un appel à la lutte révolutionnaire du prolétariat! Cela démontre clairement une chose: la lutte prétendument révolutionnaire contre l'Empire n'ira pas plus loin que les pacifiques démonstrations syndicales ou démocratiques. La «guerre civile» se réduit ainsi à un inoffensif mouvement d'insoumission civile, à «une nouvelle expression de la démocratie dans le contrôle des conditions politiques de reproduction de la vie». Danger écarté!

Donc, pour résumer, l'Empire est destiné à disparaître sous la «poussée» des mouvements d'opinion et de citoyenneté (c'est-à-dire de collaboration de classe) sans avoir à subir d'assaut armé du prolétariat érigé en classe antagonique du capital. Encore quelques grèves citoyennes et quelques frasques à la Bové et l'Empire s'effritera comme une falaise sous l'action des vagues, laissant la place à ce que le professeur Negri appelle le «commun», nouvelle société fondée sur des valeurs d'égalités. Voilà en tout cas un programme démocratique très riche en utopies conservatrices et à l'usage de la classe dominante pour épaissir un peu plus l'écran qu'elle entretient entre la classe prolétarienne et son programme, ses tâches et ses objectifs indépendants de classe.

CE QUE NOUS CONCLUONS AVEC LÉNINE

Pour rafraîchir la mémoire de ceux dont la raison d'être sociale de petit-bourgeois intellectuel est de travestir sans cesse le patrimoine théorique et politique du communisme au nom de la nouveauté, du mouvement (qui est toujours roi pour l'opportunisme), de la «recherche scientifique» même, il faut rappeler par quelques commentaires ce que Lénine observait dans l'évolution du capitalisme à une époque où il venait d'achever son passage du stade de la libre concurrence à celui du monopole, engendrant ainsi l'évolution vers l'impérialisme et la domination du capital financier. Ce passage n'était d'ailleurs pas une nouveauté pour les marxistes, puisque toute cette inexorable tendance était largement décrite et expliquée par Marx et par Engels. De leur analyse du processus de concentration capitaliste et de formation de groupes de plus en plus puissants qui se partagent le monde et dictent leur politique aux grands Etats bourgeois, ni l'un ni l'autre ne concluaient alors qu'un autre processus, politique, aurait dû suivre, éloignant la révolution comme moyen unique de libérer la classe exploitée du joug capitaliste. Au contraire, ils tiraient la conclusion que toute hypothèse d'un passage «pacifique» du capitalisme au socialisme s'éloignait à grande

Il Comunista n°75 (Aprile 2001)

- L'elettoralismo, potente sedativo in mano alla borghesia dominante - Povero uranio... impoverito! - Tornare al Partito comunista d'Italia, e alla sinistra comunista, è indispensabile per la formazione del partito di classe - Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa (Fine) - Elezioni politiche (Volantino) - La memoria dei borghesi democratici smemorati - Infortuni domestici - Terrorismo e comunismo (VIII - Le questioni di organizzazione del lavoro)

vitesse devant la concentration capitaliste et l'assujettissement de plus en plus évident de l'Etat au capital financier, donc de la totale et absolue dépendance de toute la machine parlementaire aux intérêts supérieurs du capital national.

Lénine n'a pas eu d'autre ligne lorsqu'il écrivait «*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*». Ce n'est pas de soi-disant nouveautés politiques qu'il cherchait à mettre en avant pour orienter politiquement le prolétariat international, **mais la confirmation inébranlable que seule la révolution, c'est-à-dire la prise du pouvoir armée par la classe ouvrière et sous la direction de son parti de classe, peut venir à bout du capitalisme.**

Une autre certitude qui accompagnait ce texte classique est que la révolution bénéficiait - et non pas subissait comme un passif ou un handicap - de la formidable expansion à l'échelle mondiale du capitalisme, de sa capacité phénoménale à pénétrer les contrées les plus éloignées et les aires les plus diverses et de l'exacerbation des antagonismes inter-impérialistes qui en résultait. Cette dynamique-là, fût-elle accompagnée des guerres les plus terribles, et en 1916 lorsque Lénine écrivait «l'impérialisme», la guerre faisait rage, était au contraire considérée par tout bon marxiste comme une aubaine historique à ne pas rater pour faire mûrir la révolution et en faire une lutte non pas nationale - il ne pouvait en être question du point de vue autant théorique que politique et militaire - mais une lutte internationale, en mettant en mouvement la classe ouvrière de tous les pays et de tous les continents. La poussée de cette vague révolutionnaire, **facilitée par la pénétration mondiale du capitalisme et son mode d'organisation monopoliste**, devait en plus mettre en mouvement toutes les nations opprimées par les anciens partages coloniaux et placer leur mouvement dans le sillage de la révolution mondiale du prolétariat.

Telle était en quelques mots la perspective que donnait Lénine quand il expliquait ce qu'était l'impérialisme. Donc **pas de retour en arrière** vers un capitalisme de libre concurrence, où le marché national domine encore largement le développement capitaliste et où les marchés extérieurs sont plutôt des comptoirs coloniaux de ravitaillement en

matières premières, réservoir de forces de travail esclavagées à volonté ou encore de chair à canons pour l'armée de la métropole (La Chine fut un des derniers exemple de ce genre, où la brutalité coloniale atteignit son paroxysme), **mais marche forcée vers l'internationalisation de la lutte de classe et vers la révolution mondiale, mais réaffirmation ferme et sans concession de la doctrine du socialisme scientifique de Marx, réaffirmation donc de la nécessité du parti mondial (que représentera la IIIe Internationale), donc de la centralisation politique de la révolution mondiale pour répondre aux coalitions mondiales du capitalisme, direction militaire unique de la classe ouvrière, réaffirmation de la nécessité de la lutte armée et de la violence révolutionnaire, réaffirmation de la dictature du prolétariat comme condition phare du maintien au pouvoir pour la transformation de la société héritée du capitalisme vers la société sans classe du socialisme.**

Les innovateurs et les modernisateurs du socialisme scientifique, ont en général tous un point commun: ils ne sont que les épigones plus ou moins proches de quelques pères spirituels, dont ils masquent la filiation pour paraître plus originaux et uniques en leur genre dans l'histoire. Mais bien avant le professeur Negri, d'autres antimarxistes (ou ayant renié le marxisme) se sont targués de grandes découvertes historiques, ont fourni de nouvelles assises pseudo-théoriques au réformisme pour renforcer son influence parmi les rangs du prolétariat, pour mieux contrôler sa lutte en la maintenant dans un cadre légaliste étroit, et donc dans le but caché de conservation de l'ordre bourgeois. Le professeur Negri ne fait finalement que marcher dans le sillage politique de personnage comme Kautsky, mais sans en avoir l'envergure historique.

La manière de poser les problèmes du développement, des phases du capitalisme et des conséquences politiques à en tirer pour la lutte de classe, relève de la même méthodologie aprioriste, masquée dans les deux cas par la terminologie marxisante, mais parfaitement opposée au matérialisme historique. Ayant rejeté la nécessité de la révolution prolétarienne ou plutôt ne l'ayant jamais défendue, l'épigone, à l'image de son père

spirituel, trouve dans les a priori démocratiques les raisons de sa négation du marxisme. Il les trouve dans le même argument: le capitalisme change, évolue et avec lui doit évoluer la politique applicable au mouvement de luttes de classes. Kautsky, qui fut marxiste avant de se renier et passer dans le camp de l'union sacrée de la 1ère guerre impérialiste et de la contre-révolution, évoluait à une époque où les changements du capitalisme étaient bien plus marquants que ceux qu'on observe aujourd'hui.

Alors que cette phase montante du capitalisme impérialiste était un formidable pas en avant vers la révolution mondiale du prolétariat, Kautsky y voyait par contre une bonne raison de faire confiance à cette évolution du capitalisme pour y échapper. Le capitalisme, selon lui, était entraîné dans une évolution irréversible où l'entente internationale des capitaux mettrait fin à la concurrence anarchique, aux guerres entre blocs impérialistes et rangerait définitivement au placard la nécessité du renversement révolutionnaire de la bourgeoisie.: «*Du point de vue purement économique, écrit Kautsky, il n'est pas impossible que le capitalisme traverse encore une nouvelle phase où la politique des cartels serait étendue à la politique extérieure, une phase d'ultra-impérialisme*» (2), c'est-à-dire une phase «*d'exploitation en commun de l'univers par le capital financier uni à l'échelle internationale*» (3), donc précise Lénine dans «*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*», de cessation des luttes et des guerres entre impérialistes du monde entier. Plus loin, Lénine ajoute le commentaire suivant: «*Les propos absolument vides de Kautsky sur l'ultra-impérialisme encouragent, notamment, cette idée profondément erronée et qui porte de l'eau au moulin des apologistes de l'impérialisme, suivant laquelle la domination du capital financier atténuerait les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale, alors qu'en réalité elle les renforce.*»

La théorie de la putréfaction de l'impérialisme selon le professeur Negri, réchauffe la vieille idée de Kautsky selon laquelle l'impérialisme, en se développant, réduit les contradictions et antagonismes capitalistes jusqu'au stade de n'apparaître que comme une seule entité non conflictuelle. Et nous rajoutons que si l'Empire fait disparaître les

rivalités impérialistes, il fera aussi disparaître les guerres impérialistes.

Donc et en dépit de ce que pourrait bien dire là-dessus le professeur Negri, l'idée de l'existence d'un ultra-impérialisme est bien reprise dans son essence par la théorie de l'Empire. Mais il la porte tout aussi loin que le chef social-démocrate-traître allemand de l'époque: par le seul fait d'une action **démocratique** des prolétaires et masses exploitées, les forces de l'Empire - en réalité du capitalisme et de l'impérialisme - se trouveraient totalement sublimées au point de s'autodissoudre dans la démocratie bourgeoise qu'il génère pourtant lui-même comme forme de domination. Le colonialisme, l'impérialisme s'étant évaporés comme par l'action démocratique et sans l'action brutale de la révolution, il n'y a pas de raison que l'Empire ne suive le même chemin! Le résultat de ce parcours sans accroc sera une autre société certainement sublime, mais dont le concept n'apparaît pas dans cet article. Mais existe-t-il?

L'histoire de la lutte de classes est truffée de petits génies bourgeois qui croient pouvoir marier la révolution à leurs espérances de classes moyennes et qui exploitent la confusion théorique et politique de la classe ouvrière pour se faire valoir dans les cercles des littérateurs et pour gonfler leur notoriété publique. Notre rôle est de combattre sans répit ses faiseurs d'illusions. Ils sont en réalité **au service de la conservation de l'ordre bourgeois**, ils se dresseront demain contre les «incivilités citoyennes» (pour utiliser leur style de langage) du prolétariat en lutte contre le capitalisme et l'impérialisme toujours bien vivant. Ils se dresseront contre les non moins incivilisés communistes révolutionnaires, contre l'organisation de parti mondial qu'ils auront construite, contre les organisations ouvrières luttant sans concession contre l'Etat bourgeois, toujours bien en place et toujours prêt à l'affrontement contre-révolutionnaire avec le prolétariat.

(1) «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme», Lénine, Ed. Sociales.

(2) Karl Kautsky, «Die Neue Zeit», cité par Lénine dans «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme»

(3) Ibidem.

Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi» (Fin)

(Le début de cet article a été publié sur le précédent n° du «Prolétaire»)

PERVERSITÉ DU «BORDIGUISME»?

Valérie Igounet estime qu'il existe une spécificité française et qu'elle est constituée par l'affaire Faurisson: le soutien accordé dans les années 80 à ce professeur passablement réac qui nie l'existence des chambres à gaz et trouve des excuses à Hitler dans l'attitude hostile des Juifs à son endroit, par des éléments qu'elle dit influencés par le «bordiguisme». Les bourgeois, historiens ou non, ne peuvent s'empêcher de personnifier les positions politiques car ils ne voient dans les événements que l'action de quelques grands hommes imposant leur volonté toute puissante à des troupeaux humains. Les «thèses de Bordiga» ne sont rien d'autre que les véritables positions classistes, positions qui dépassent les individus particuliers qui les expriment à un moment ou un autre de l'histoire. Mais faire comprendre cela à une historienne est au-dessus des forces humaines!

Quant à l'idée que ces négationnistes soient ou aient été plus ou moins proches de nous, elle est réfutée par les intéressés eux-mêmes; ce qui, et ce n'est pas un hasard, avait séduit certains dans la mouvance d'ou-

ils sont issus, c'est bien davantage la déviation intellectualiste et anti-parti représentée par la revue «Invariance» dont les animateurs avaient rompu avec notre organisation au milieu des années 60 (1).

Igounet reconnaît comme à contrecœur que, dans le milieu qu'elle qualifie d'ultra-gauche, quelques critiques se sont élevées contre Faurisson et les «groupuscules» («La Guerre Sociale», principalement) qui le soutiennent. A ce propos elle écrit que «la critique du Parti Communiste International [contre ces derniers] doit être éclaircie» (2), et elle va même jusqu'à citer quelques phrases d'articles du «Prolétaire», admettant - il serait difficile de faire autrement - qu'il n'y avait pas «intégration des thèses faurissonniennes». Mais elle le fait d'une façon telle que notre critique semble se résumer à l'accusation, en apparence abstraite et sans grande portée, que «La Guerre Sociale» était aussi anti-matérialiste que les démocrates: en fait, au lieu d'éclaircir notre position, elle la cache.

Pour que notre critique soit effectivement éclaircie, nous allons citer un peu plus largement l'un de ces articles; il semble en effet écrit tout exprès pour réfuter vingt ans à l'avance les stupidités haineuses de notre historienne et de toute la confrérie des dénonciateurs de «bordiguisme».

Il s'agissait d'une critique d'un tract du groupe susnommé qui, prétendant combattre l'antifascisme démocratique, posait en fait le problème à l'envers:

«*Au lieu de dénoncer le contenu réel de la démocratie et d'éveiller la révolte des ouvriers contre toutes les formes de la domination capitaliste, ils s'appliquent à montrer que le fascisme n'est pas pire que la démocratie, ce qui banalise finalement toute l'exploitation et toute l'oppression bourgeoises. Au lieu de mettre la démocratie en accusation, ils en arrivent quasiment à excuser le fascisme, et à reprocher aux démocrates d'«inventer» les crimes de la dictature ouverte de la bourgeoisie.*

Cette absurdité est due au fait que, même s'il leur arrive de copier des phrases marxistes, ces gens sont des idéalistes qui ont la même conception anti-matérialiste de l'histoire que le démocrate bourgeois vulgaire. D'où leur acharnement stupide, inexplicable autrement, à nier à toute force l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination. Pourquoi y tiennent-ils au point d'en faire presque une conception de principe?

Pour le philistin démocrate, l'extermination des Juifs est l'horreur inexplicable par essence, le «crime gratuit» des «monstres» nazis. Nos braves anarchistes et anarchisants ne comprennent pas plus qu'eux, ils voient les faits de la même façon. Et comme ils les dérangent, ils nient qu'ils aient eu lieu.

(...) En réalité personne n'a besoin d'«inventer» des horreurs et il est difficile d'«exagérer»: le capitalisme en produit beaucoup plus que l'imagination ne saurait le faire. Le tout est de savoir quelle attitude

on a devant des horreurs.

(...) Le prolétariat ne nie pas la réalité des tortures, massacres et exterminations, même s'il n'est pas le seul à les subir. Il ne nie pas les horreurs innombrables perpétrées par la bourgeoisie, mais il montre leur cause réelle. Ce qui - attention! - ne veut pas dire qu'il absout les agents d'exécution. Ces horreurs ne le laissent nullement indifférent, elles suscitent sa haine et sa volonté de les combattre. Mais il ne peut les combattre vraiment qu'en se plaçant sur son terrain de classe, avec sa perspective de classe et ses armes de classe, et non pas en s'alliant avec des forces qui en réalité visent à le paralyser et à le soumettre à l'ordre bourgeois» (3).

A l'évidence Igounet ne peut évoquer notre analyse qui est sans aucune équivoque, car sinon il lui serait impossible de continuer à nous accuser. Elle ne pourrait affirmer péremptoirement: «ces quelques critiques ne doivent pas occulter une attirance de l'ultra- et de l'extrême gauches françaises pour la négation du génocide juif», attirance dont elle veut voir la preuve entre autres dans notre présence et la vente de notre brochure dans les fêtes de Lutte Ouvrière en dépit des protestations de «Ras le Front» (4). Devant tant de malhonnêteté flagrante, le lecteur appréciera tout le sel de la mélancolique réflexion de l'historienne: «les critiques initiales de la gauche marxiste, vis-à-vis de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, auraient pu être plus opérantes si elles n'avaient pas été perverties par deux systèmes de pensée: le bordiguisme et le négationnisme» (5).

Il y a des coups de pied au cul qui se

(Suite en page 6)

Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi»

(Suite de la page 5)

perdent...

LES NÉGATIONNISTES, ALIBI DES DÉMOCRATES

Nous sommes d'accord sur un point avec notre accusatrice qui fait mine de soupirer après un marxisme bien gentil, non perverti par les matérialistes attachés à la lutte des classes: il y a bien une certaine «spécificité française» (bien qu'à la vérité elle soit toute relative). En effet, s'il existe, en petit nombre, des négationnistes dans différents pays (ils sont les plus nombreux aux Etats-Unis), c'est seulement en France, ou presque seulement, qu'ils viennent périodiquement sur le devant de la scène médiatique, c'est seulement en France qu'ils provoquent des affaires retentissantes - et c'est seulement en France qu'on peut faire carrière en écrivant de gros livres à leur sujet.

Si régulièrement les médias montent en épingle les négationnistes, s'ils font grand tapage autour d'eux, non sans doute pour les approuver mais pour se scandaliser bruyamment de leurs activités, c'est parce qu'ils sont utiles à la bourgeoisie française, parce qu'ils remplissent une fonction nécessaire à son système politique, au point que s'ils n'existaient pas il faudrait les inventer - et d'ailleurs ils ont été créés en tant que courant par ces mêmes médias qui les ont fait connaître au grand public! L'antifascisme démocratique, cette union interclassiste pour défendre une forme de l'Etat bourgeois, faire renoncer le prolétariat à ses intérêts de classe et l'enrôler dans la guerre impérialiste, est en effet, aujourd'hui encore, un élément fondamental de l'idéologie officielle en France.

Mais au fur et à mesure que l'époque de la guerre s'estompée et avec elle le souvenir du nazisme, l'antifascisme démocratique a besoin d'être réactivé par des campagnes d'opinion périodiques qui doivent faire croire à l'existence d'une menace fasciste et à un renouveau de l'antisémitisme. C'était ce qui s'était passé au moment où l'article «Auschwitz...» avait paru sur Programme Communiste, c'était ce qui s'était passé lorsqu'il avait été publié en brochure pour la première fois (dans ce dernier cas c'est la publication par «l'Express» d'une interview de l'ancien Commissaire aux questions juives, qui avait déclenché une campagne d'opinion). Depuis lors ces mobilisations idéologiques ont pris de l'ampleur sous le prétexte de la poussée électorale du Front National, au point que se sont constituées des organisations dont le seul objectif est de diffuser l'antifascisme démocratique («Ras l'Front»).

De plus, et c'est peut-être là où réside la spécificité française, cette idéologie est aussi utilisée par la bourgeoisie française sur le plan de la politique extérieure, vis-à-vis de l'éternel rival allemand. Le mythe de la France antifasciste et, corollairement, du caractère «antinational» du régime pétainiste, a été à nouveau spectaculairement réaffirmé lors du procès Papon; ce dernier a été condamné pour complicité de crime de génocide - complicité avec les Allemands - parce que, par définition, un haut fonctionnaire français ne peut être accusé de génocide, car cela serait reconnaître la responsabilité historique de l'Etat français (et de la classe dominante). Seule l'Allemagne est éternellement responsable de ce crime imprescriptible et, pour se racheter, elle doit manifester les plus grandes attentions à l'égard des intérêts de la vertueuse France, victime innocente de la barbarie germanique.

L'enjeu des campagnes démocratiques récurrentes contre une prétendue menace fasciste, contre un regain de l'antisémitisme, c'est aussi de banaliser ou d'occulter la diffusion, par les institutions bourgeoises, du racisme anti-immigrés et plus généralement de la xénophobie et des divisions racia-

les parmi les prolétaires et les masses exploitées: ce racisme-là, quotidien, ne fait pas la une des médias, sauf quand il s'agit de dénoncer des réactions violentes de jeunes prolétaires ou de détourner sur le terrain démocratique inoffensif une éventuelle mobilisation, parce que, provoquant la division et donc la paralysie de la classe ouvrière, c'est un des piliers majeurs de la domination bourgeoise sur le prolétariat.

Dans ces conditions, les «négationnistes», ceux qui nient les crimes de l'Allemagne nazie, tombent à pic pour constituer une nouvelle preuve de la menace toujours résurgente du fascisme (et de la menace allemande) qui justifie la mobilisation interclassiste pour la défense de la démocratie française. La présence à leurs côtés d'éléments «ultra-gauches» qui se réfèrent très vaguement à la critique marxiste faite par notre courant de l'antifascisme démocratique, représente une aubaine supplémentaire pour les chiens de garde idéologiques de la bourgeoisie.

Quelle meilleure opportunité, en effet, pour faire croire à une convergence des extrémistes anti-démocrates des deux bords, à la chute inévitable du marxisme intransigeant dans les perversions totalitaires, quelle meilleure opportunité pour une campagne préventive contre l'indépendance de classe du prolétariat, de ses luttes et de ses organisations?

SHOAH BUSINESS

Il est un autre aspect qui donne un éclairage singulier à l'ouvrage d'Igounet: c'est ce que certains historiens appellent le «Shoah business», le business du génocide tout particulièrement actif aux Etats-Unis, mais qui existe aussi en Europe. Des ouvrages américains récents, écrits par des auteurs qui ne sont ni des négationnistes antisémites, ni des marxistes pervers par la lecture de nos publications, ont étudié l'histoire de la commémoration du génocide juif. S'appuyant également sur les «nouveaux historiens» israéliens qui décrivent comment les dirigeants de cet Etat «ont utilisé la Shoah pour renforcer l'Etat juif», ils montrent que la mémoire de l'Holocauste est «une construction idéologique» (6) et qu'au début des années 70 s'est créée aux Etats-Unis une «industrie de l'holocauste» dont l'un des piliers est le caractère soi-disant unique du massacre des Juifs par les nazis.

Finkelstein, fils de survivants du ghetto de Varsovie - qu'il est donc difficile d'accuser d'antisémitisme -, affirme dans son livre que «la place du génocide juif dans le discours public des dirigeants juifs américains est historiquement déterminée, non par l'intérêt des victimes survivantes, mais par le loyalisme à l'égard du gouvernement américain» (7). D'après lui:

«Le système de l'Holocauste repose sur deux dogmes centraux: 1) L'Holocauste constitue un événement historique unique; 2) L'Holocauste constitue le point culminant de la haine irrationnelle (...) envers les Juifs».

«(...) L'unicité est une donnée première dans le système de l'Holocauste. La tâche désignée [de ceux qui écrivent sur ce sujet - NDIR] est d'en apporter des preuves, alors que l'expression d'un doute équivaut à du négationnisme.

«(...) De l'holocauste phénomène unique à l'Holocauste qu'on ne peut apprécier rationnellement, il n'y a qu'un pas. Si l'Holocauste est sans précédent dans l'histoire, sa place est au dessus de l'histoire et il n'est donc pas possible de le comprendre par l'histoire. (...) Selon cette vision, la compréhension rationnelle de l'Holocauste équivaut à sa négation. Car la rationalité conduit à nier l'unicité et le mystère de l'Holocauste» (8).

On comprend ainsi mieux l'origine des attaques d'Igounet et d'autres (de Ras l'Front à Mouvement Communiste) contre l'«hyper-rationalisme» de notre conception, contre notre effort pour expliquer de façon matérialiste ces tragiques événements, et l'accusation bizarre que cela conduirait à ce qu'Auschwitz ne soit plus un événement

«inimaginable»: c'est l'écho ici de la puissante propagande développée là-bas.

Finkelstein ne se gêne pas pour affirmer que le concept d'«unicité de la Shoah» est une «mystification», «intellectuellement vide et moralement indigne», parce qu'il interdit par exemple de faire le moindre rapport entre Auschwitz et Hiroshima, ou entre le massacre des Juifs et celui des Arméniens. Ce concept est, selon lui, la base d'un véritable business (une industrie, écrit-il) dont profitent non seulement des intellectuels de renom se livrant à une véritable «escroquerie intellectuelle», mais qui permet surtout aux organisations américaines juives de se livrer à un véritable «racket» pour obtenir des réparations de divers pays et institutions européennes. Les sommes ainsi obtenues sont pour l'essentiel conservées par ces organisations au lieu d'être distribuées aux familles des victimes (ce qu'il appelle la «double extorsion»). Enfin, l'exploitation idéologique du souvenir du génocide est utilisée par «un pays doté d'une puissance militaire parmi les plus redoutables, présentant un dossier désastreux en matière des droits de l'homme» - Israël -, pour se présenter en Etat-victime.

En remettant en cause le caractère unique du massacre de masse des Juifs par les nazis et en dénonçant avec virulence l'utilisation et la «sacralisation» hypocrites de ce massacre depuis quelques décennies, ces auteurs - dont les ouvrages ont provoqué un beau scandale mais qui n'ont pas été réfutés - sapent complètement deux des piliers de la construction idéologique de notre historienne et donc de l'accusation qu'avec tous les démocrates elle porte contre nous et contre le marxisme.

Il ne faut pas aller chercher bien loin pour voir s'écrouler le dernier pilier et l'édifice complet.

ANNEXE: ET LES CHAMBRES À GAZ ?

Valérie Igounet publie en effet en annexe de son ouvrage le texte complet d'un entretien avec un certain J.C. Pressac dont elle a utilisé les archives. Collaborateur dans un premier temps de Faurisson, cet ancien négationniste s'est convaincu au cours de ses recherches de l'erreur de ce dernier. Il a alors publié un ouvrage technique qui a été salué par la presse comme apportant, pour la première fois, la preuve irréfutable de l'existence des chambres à gaz dans les camps nazis. Etudiant les plans des installations d'Auschwitz, Pressac conclut cependant que leur transformation homicide irréfutable a été effectuée après leur construction et leur mise en service: «Les premiers résultats obtenus furent de deux sortes. Concernant l'histoire du camp, la démonstration que les crématoires avaient été projetés comme des installations sanitaires normales, puis aménagés en centres de liquidation des «Juifs inaptes au travail», c'est-à-dire les femmes, les enfants et les vieillards. (...) La transformation criminelle fut entreprise fin novembre 1942».

Pressac établit ainsi qu'il n'y a pas trace d'une volonté exterminatrice qui aurait caractérisé le régime nazi depuis ses origines (ou même avant, depuis la fondation du parti nazi), puisque les «chambres à gaz homicides» lorsqu'elles existent (leur date de mise en fonction est échelonnée selon les camps) ont été le résultat d'une modification d'installations antérieures, prévues pour un autre usage (désinfection). Il révisé aussi la baisse les estimations du nombre réel de victimes dans les camps de concentration et il avance que «le coefficient multiplicateur émotionnel [des estimations antérieures par rapport à la réalité] varie de 2 à 7 et est en moyenne de 4 à 5». Résumant les conclusions de ces travaux, il écrit:

«Quant au massacre des Juifs, plusieurs notions fondamentales doivent être entièrement reprises. Les chiffres avancés sont à revoir de fond en comble. Le terme de «génocide» ne convient plus (...).

Il faut abandonner le concept d'une extermination systématique programmée dès l'origine. Il y eut plutôt une radicalisation

progressive, imposée par la guerre qui elle-même exacerbait l'antisémitisme violent de Hitler et de son entourage direct. Des mesures de plus en plus coercitives, de plus en plus drastiques, furent élaborées et appliquées pour aboutir en avril 1942 au «massacre de masse» (9).

Si ce n'est pas là, d'une certaine façon, la confirmation d'un des points qui nous vaut l'accusation d'être à l'origine du négationnisme (le fait que le massacre des Juifs n'a pas été la conséquence, planifiée longtemps à l'avance, des mauvaises idées des nazis, mais la conséquence de la situation dans laquelle se trouvait le capitalisme allemand), qu'est-ce que c'est? Et si, d'autre part, nos adversaires nous accusent de réviser l'histoire officielle en y appliquant un réductionnisme marxiste qui ouvrirait la voie à la négation du génocide, que ne devraient-ils pas dire de ce Pressac?

Mais il est vrai que celui-ci n'est pas un marxiste, mais un bourgeois conservateur: ses propos sont peut-être dérangeants, ils ne sont pas dangereux...

* * *

De toutes les disciplines l'histoire est sans doute celle qui peut le moins se prétendre au-dessus de la société et de ses conflits de classes et d'Etat, ne serait-ce que parce qu'elle ne peut se contenter de collecter et rassembler des «faits bruts», mais doit les ordonner et les interpréter selon une analyse bien précise. Le marxisme, c'est-à-dire le matérialisme historique, est le seul à pouvoir faire une analyse correcte des événements, le seul à pouvoir percer le brouillard des idéologies qui voile et déforme les causes et le sens des actions humaines dans les sociétés divisées en classes antagoniques. Cela ne signifie pas que son rôle est de faire triompher la vérité sur les mensonges de l'idéologie bourgeoise, car ce triomphe nous l'attendons non du choc des idées, mais de l'affrontement de classe poussé jusqu'à sa conclusion ultime, le renversement des Etats bourgeois et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat, étape indispensable pour déraciner le capitalisme et ouvrir la voie à la société communiste. Mais en dissipant les rideaux de fumée de l'idéologie bourgeoise, le marxisme permet à l'avant-garde prolétarienne, organisée dans son par-

FASCISME, ANTIFASCISME ET LUTTE PROLÉTARIENNE

Cette nouvelle brochure, qui reprend la série d'articles parus sous le même titre dans notre journal en 1996-1997, est un utile complément à «Communisme et fascisme»: elle retrace la lutte classiste et sans compromis avec les forces démocratiques du jeune Parti Communiste d'Italie, dirigé par notre courant, contre la réaction fasciste; elle rappelle le véritable sabotage de la lutte prolétarienne par la social-démocratie, intéressée avant tout à la pacification sociale et au maintien de la démocratie bourgeoise.

Brochure «Le Prolétaire» n° 25
(45 pages): 10 FF

AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI: CE QUE NOUS N'IONS ET CE QUE NOUS AFFIRMONS

La brochure reprend les différents articles parus depuis 1996 sur notre journal en réponse aux attaques contre notre texte «Auschwitz ou le grand alibi», publié pour la première fois en 1961 sur notre revue théorique «Programme Communiste». Le lecteur y constatera que la polémique contre cet article est en réalité une attaque ouverte contre le marxisme. Quelle soit menée par des partisans déclarés de la démocratie bourgeoise ou par de prétendus communistes, cette attaque reprend les mêmes arguments et vise au même résultat: dénier au marxisme authentique, non révisé ou mis au goût du jour, la possibilité d'expliquer l'histoire et par conséquent de guider le prolétariat dans sa lutte anti-capitaliste.

Brochure «Le Prolétaire» n° 26
(45 pages): 10 FF

ti de classe, de diriger cet affrontement en évitant tous les traquenards tendus par la classe ennemie, grâce aux leçons des batailles passées, des victoires comme des défaites.

La polémique contre la série bigarrée de nos adversaires sur cette question cruciale qui fit dévier le mouvement communiste - la lutte contre le fascisme et l'attitude à avoir vis-à-vis de la démocratie bourgeoise - n'a donc rien d'académique ou de littéraire: il s'agit rien moins que de la défense des positions cardinales du marxisme, la défense de la nécessité absolue de l'indépendance de classe du prolétariat, la défense de la position anti-démocratique de la lutte prolétarienne. Cette polémique se mène aujourd'hui à coups de tracts, d'articles ou de livres, donc sur un plan, semble-t-il, désincarné, sur le plan seul des idées. Il ne faut pas s'y tromper: demain l'adversaire utilisera des moyens plus «matériels» en sus de ses moyens «idéologiques» et politiques, pour combattre les marxistes et empêcher qu'ils «pervertissent» les prolétaires. La classe ouvrière devra répondre également par toute la gamme des moyens à sa disposition, sans reculer devant le recours à la force, sans regretter le temps «heureux» où la bourgeoisie l'exploitait et la dominait démocratiquement.

Et c'est sur ce terrain, sur le terrain de la **force ouverte, classe contre classe**, que finalement se décidera l'issue de la polémique - et l'avenir de l'humanité!

(1) Selon Igounet: « (...) Pierre Guillaume insistait sur l'importance de la revue *Invariance*, reprenant les thèses d'Amadeo Bordiga. (...) Ils se reconnaissent dans Bordiga sur un point essentiel: le rejet de l'antifascisme. (...) Pierre Guillaume considère Auschwitz ou le grand alibi comme un texte

essentiel, un texte conférant un point de vue théorique sur l'interprétation du génocide encore plus solide que celui de Paul Rassinier» [sic! Cet ancien résistant et député social-démocrate passé à l'anarchisme, toujours étranger au marxisme, était bien incapable de donner un quelconque point de vue théorique sur quelque sujet que ce soit!]. cf «Histoire du négationnisme...», p. 186. En fait la véritable nature politique et donc l'hostilité irréductible de ces gens à l'égard de notre courant peut se déduire facilement d'un témoignage qui les décrit comme «des anti-bolchéviques viscéraux» cf op. cit., p. 184, note 8. Pour une critique d'«*Invariance*», voir «Programme communiste» n°67 (juillet 1975): «*Mise au point à propos de certains "dépasseurs du marxisme"*».

Plus loin, Igounet classe un groupe comme le P.I.C. («*Pour une Intervention Communiste*») existant dans les années 80 où il publiait «La jeune taupe», qui défendait les thèses négationnistes, parmi ceux qui utilisaient «le prisme déformant du bordiguisme», parce qu'il critiquait «les démocraties "bourgeoises et capitalistes"»!... Il s'agissait en l'occurrence d'un groupe anarchisant issu du CCI.

(2) cf «*Histoire du négationnisme en France*», p. 708.

(3) cf «*Anti-fascisme infantile*», Le Prolétaire n° 322.

(4) Elle révèle à ses lecteurs que «en 1998, à la fête de Lutte Ouvrière, était diffusé sur le stand du PCI, Auschwitz ou le grand alibi. Malgré l'insistance de l'organisation antiraciste Ras l'front qui a demandé le retrait de cet ouvrage, la direction de la fête n'a pas souhaité intervenir». Ras l'front lui signale que cette brochure était déjà en vente «il y a 4 ans». cf «*Histoire...*», p. 602. Voir à ce sujet Le Prolétaire n° 446. Nous pouvons lui apprendre que nous diffusons cette brochure à cette occasion depuis plus de

vingt ans...

Dans le paragraphe final de sa conclusion, consacré à l'extension internationale du négationnisme, elle cite le cas de l'Italie ou, comme, en France, des éléments «de tendance bordiguiste» diffuseraient ces positions. Précisons donc que, contrairement à ce qu'elle écrit, la Maison d'Édition génoise «Graphos» (visée parce qu'elle a publié en italien le livre de Garaudy «*Les fondements de la politique extérieure d'Israël*») n'est pas animée par des «anciens amis d'Amadeo Bordiga» et n'est pas non plus liée, à notre connaissance, au «Gruppo Comunista Internazionale», groupe issu d'une scission du parti en 1965. Il s'agit d'une Maison d'Édition publiant des oeuvres et des auteurs marginaux de diverses provenances - y compris des textes de Bordiga - sur une base purement commerciale.

(5) cf «*Histoire...*», p. 309.

(6) cf Peter Novick, «*The Holocaust in American Life*», cité dans «*Libération*», 15/2/1.

Selon cet auteur: «*Prétendre que l'Holocauste fait partie de l'histoire de l'Amérique, est un alibi moral*» qui permet «de se décharger de responsabilités qui, en réalité, incombent aux Américains, confrontés à leur passé, leur présent et leur futur», cité dans Norman G. Finkelstein, «*L'industrie de l'Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*», Ed. La Fabrique, p. 138. Finkelstein rappelle non seulement que la référence à l'Holocauste est utilisée comme excuse par les dirigeants israéliens, mais il souligne que, reprise par les dirigeants américains pour vilipender leurs adversaires du moment, la référence aux massacres nazis leur sert aussi d'alibi pour relativiser, camoufler ou nier les propres crimes et génocides commis par les États-Unis ou leurs alliés.

(7) cf «*Brouillage sur l'Holocauste*», «*Libération*», 8/3/1.

(8) cf N. Finkelstein, «*L'industrie de*

l'Holocauste...», op. cit. Le présentateur de l'ouvrage prend bien soin d'expliquer que les thèses de l'auteur ne peuvent s'appliquer à la France, où un «devoir de mémoire» s'imposerait en raison d'une montée de l'antisémitisme et du rôle du pétainisme (cette précaution n'a pas empêché qu'une action en justice soit déclenchée contre ce livre pour «incitation à la haine raciale»). Dans une interview, l'auteur précise qu'il ne trouve pas absurde ce «devoir de mémoire», mais - et ce mais détruit tout ce qu'on voudrait lui faire dire - «à condition de ne pas considérer seulement l'holocauste nazi [c'est justement ce que veulent tous nos adversaires] (...). Les organisations juives américaines ont transformé ce devoir de mémoire en industrie de l'Holocauste. Elles ont volé et sali ce qui s'est passé en Europe» cf «*Libération*», 15/2/1.

(9) cf «*Histoire...*» p. 454 et 641. Si la presse et les historiens ont à peu près unanimement encensé les travaux de Pressac, il lui a fallu d'abord publier aux États-Unis pour contourner les réticences de certaines notabilités en France (comme celle du président du Centre de Documentation Juive); ses conclusions iconoclastes lui ont valu en effet d'être accusés par certains de «faute morale» ou de «révisionnisme invisible» et Igounet elle-même juge plus prudent d'écrire que sa position est «ambiguë». cf «*Histoire...*», p. 447-456.

MAI-JUIN 68: NÉCESSITÉ DU PARTI POLITIQUE DE CLASSE

Cette courte brochure contient une série d'articles publiés dans notre presse, française et italienne, lors de la grève générale de mai-juin 1968, ainsi que les principaux tracts diffusés alors par le parti.

(Brochure «Le Prolétaire» n°24, 30 pages: 5 F)

Grande Bretagne Mine de Tower: l'impasse de l'autogestion

La mine de Tower au Pays de Galles jouit d'une certaine notoriété (articles de journaux, livre, émissions de télé), parce qu'elle est l'exemple concret d'une entreprise autogérée, rachetée par les travailleurs aux patrons qui voulaient la fermer parce que non rentable pour sauver leur emploi. Les mineurs ont fait la démonstration que la mine pouvait être rentable. Mais ce faisant ont-ils donné à tous les prolétaires une solution pour échapper aux méfaits du capitalisme, ou plutôt ont-ils montré aux bourgeois que les travailleurs pouvaient s'exploiter eux-mêmes encore plus que ne réussissaient à le faire les patrons, l'autogestion étant alors seulement la mystification idéale pour faire admettre la soumission totale aux lois du capital?

UNE RÉGION AUX VIEILLES TRADITIONS OUVRIÈRES

C'est dans la région où est implantée Tower que sont nés l'embryon du premier syndicat de mineurs de Grande-Bretagne, formé à la suite d'une révolte durant l'été 1831 (dont le drapeau était un linge baigné dans le sang d'un veau avec un pain planté sur sa hampe), les premières communautés minières et la première coopérative du Pays de Galles en 1860. Et c'est aussi dans cette vallée de la Cynon, immortalisée par le roman «Qu'elle était verte ma vallée», que l'on vit la première victoire électorale d'un député travailliste dans cette province: celle du fameux social-démocrate Keir-Hardie, l'une des gloires opportunistes de la Deuxième Internationale! Par la suite, avec la victoire de la Révolution bolchevique, beaucoup de mineurs vont adhérer au Parti Communiste de Grande-Bretagne récemment créé, notamment dans cette vallée qui sera surnommée, en conséquence, *Little Moscow* (la petite Moscou).

Les mines britanniques ont été nationalisées après la seconde guerre mondiale et la bourgeoisie, comme dans les autres pays, a accordé alors des concessions réelles aux mineurs pour garantir la paix sociale en raison du caractère stratégique de cette bran-

che. La paix sociale est rompue à la fin des années soixante avec la fin de la période d'expansion économique; en 1984-85 a lieu la grande grève des mineurs qui se solde par la victoire éclatante du gouvernement Thatcher. De nombreuses mines sont fermées, les unes après les autres, le charbon qui avait été au centre de la puissance industrielle britannique ayant cessé d'être la source d'énergie la plus utilisée et la plus rentable pour le capitalisme. Une décennie plus tard ce sera au tour de Tower, dernière mine de fond du Pays de Galles, que les Houillères Britanniques (passées au secteur privé) jugent non rentable en raison d'un charbon de mauvaise qualité.

Malgré une décision présentée comme irréversible, les bonzes syndicaux pour garder la situation bien en mains, appellent le personnel à donner son avis par un vote. Celui-ci étant à 60 % contre la fermeture, les bonzes demandent de l'aide à leurs compères du Labour Party. Celui-ci envoie sa députée locale descendre dans la mine pour y mener une grève de la faim. Deux jours plus tard, elle en remonte après l'annonce de la continuation de la mine; bien entendu, elle ne proteste pas contre les deux conditions posées: augmentation de la productivité et baisse des salaires de 33 %.

Parallèlement, Arthur Scargill, le secré-

taire général du syndicat des mineurs (NUM) qui fait figure de héros de la gauche depuis la grève de 84-85, appelle à lutter... devant les tribunaux, tandis que les bonzes de Tower organisent un nouveau vote. Cette fois, la victoire va aux partisans de la fermeture, beaucoup de travailleurs n'étant guère enthousiasmés par les conditions posées, craignant d'être licenciés plus tard sans indemnités, tout et sachant qu'il sera dur de retrouver un travail dans le secteur minier (il y a 32 % de chômeurs dans la vallée, plus de la moitié des mineurs licenciés après la grève de 84-85 n'avaient toujours pas retrouvé de travail dix ans après).

Les bonzes de Tower qui, contrairement aux autres mines où leurs collègues ont pu conserver un emploi d'entretien ou de gardiennage, couraient aussi le risque de perdre leur emploi - ce qui est du jamais vu dans l'histoire des Houillères - en dépit de leur travail de sape pour éviter tout conflit, finiront par trouver une «solution»: le rachat de l'entreprise.

UNE MINE AUTOGÉRÉE

Cette idée sera émise officiellement pour la première fois à un Congrès des Trade Unions. Elle est approuvée par certains comme Scargill, alors que d'autres accusent les travailleurs de Tower de vouloir devenir des capitalistes.

Finalement, 174 ex-salariés, mettant chacun 8'000 Livres, s'associent pour ce rachat. Mais en raison de l'importance de la somme demandée, et le fait que certains avaient déjà bouffé leurs indemnités de licenciement, il fallut demander des dons et organiser des loteries pour réunir celle-ci! En octobre 94, le rachat est officialisé et, le 2 janvier 95, c'est l'ouverture officielle et, le lendemain, la reprise du travail. Au bout d'un an la nouvelle entreprise pouvait rembourser tous les emprunts à la Barclay's, seule banque qui avait accepté le pari de ces mineurs.

Les changements qui se sont produits depuis montrent qu'on est loin du monde merveilleux prôné par les défenseurs de

l'autogestion. Bien sûr, dans cette mine où pour travailler il faut être obligatoirement syndiqué, il y a eu des points positifs. On y a introduit un système de retraite et une semaine de congé supplémentaire par an. Les salaires ont été augmentés de 23 Livres par semaine dès la réouverture. Du personnel féminin a été embauché dans certains services (restauration par ex.). Les bonus et primes qui divisaient encore plus les travailleurs du temps des Houillères et représentaient 50 % du salaire (et n'étaient pas payées en arrêt-maladie, le salaire total tombant alors à 40 % de sa valeur) ont été abolis. Et on a remplacé les 5 niveaux de salaires de ceux travaillant en surface par un seul. Mais il y a eu aussi des points douteux.

Ainsi, les niveaux de salaires pour ceux travaillant sous terre n'ont pas été abolis, passant de 7 à 3. Quant à l'absentéisme, s'il est devenu quasiment nul, n'est-ce pas parce que les absences peuvent influencer sur les profits de «leur» mine? Et si le salaire, a été augmenté n'est-ce pas pour compenser la suppression des primes et bonus? Par ailleurs, dans la mine de Tower, sur qui flotte le drapeau gallois (le nationalisme des provinces celtes contamine malheureusement de plus en plus le prolétariat), chacun doit dorénavant rendre des comptes - actionnariat oblige!

GRÈVE DANS LA MINE AUTOGÉRÉE

Et il y a surtout bien des points négatifs. Ainsi, on a dû accroître la productivité dès le début de l'autogestion en passant à 11'000 tonnes par semaine car il fallait rembourser très vite. Il y a eut le problème du prix des actions pour les nouveaux embauchés. Et surtout, à Tower qui fit 28 millions de Livres de bénéfices entre 1996 et 98, les administrateurs ont constaté le vol de charbon (100'000 Livres par an environ) car beaucoup de travailleurs croyaient naïvement possible de se servir à volonté puisque la mine leur appartenait... Il y a eu aussi les

(Suite en page 8)

Tortures en Algérie: L'impérialisme est aussi coupable que ses hommes de main

**LA REPENTANCE DÉMOCRATIQUE
N'ABSOUVRA PAS LES CRIMES DE
L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS**

Les aveux du Général Aussaresses, se vantant avec force détails atroces, d'avoir commandé un véritable *commando de la mort* lors de guerre d'Algérie, a provoqué un beau tollé: ces choses-là ne peuvent pas se dire tout haut, devant les caméras de télé ou les micros des radios sans mettre à mal l'idéologie officielle de la France démocratique et patrie des Droits de l'homme. Nos hommes politiques - de Chirac, engagé volontaire pour aller se battre en Algérie et qui a connu là-bas les plus grands moments de liberté de sa vie, à Jospin qui était pour la paix - se sont sentis indignés de telles déclarations. L'«*équarisseur*» (c'était le gentil surnom du tortionnaire à l'époque) ne sera pas poursuivi pour crimes car une heureuse amnistie a depuis longtemps étendu le manteau du pardon et de l'oubli sur ces faits malheureux, mais il sera puni quand même, sur le plan moral: il ne pourra plus porter son bel uniforme en public!

Jospin a jugé nécessaire de rendre à l'Assemblée nationale un hommage appuyé aux militaires français «*qui ont fait leur devoir avec honneur*» lors de la guerre d'Algérie, tout en reconnaissant (comment faire autrement?) «*que des actes inhumains et barbares ont été commis*» et que ceux qui les ont accomplis «*doivent être stigmatisés*». Il a proposé que des historiens se mettent au

travail (quand vous êtes embarrassé par un problème, confiez-le à des historiens, ils vous le rendront inoffensif), tandis qu'avec son gouvernement, il excluait toute «*repentance*» et toute «*excuse*» de la France pour les crimes commis alors.

C'est pourtant à une telle repentance que poussent les forces - dont le quotidien «*Le Monde*» s'est fait le porte-parole - qui depuis plusieurs mois multiplient les témoignages à ce sujet (et qui ont donné tout son retentissement à l'ouvrage d'Aussaresses): pour redonner crédibilité et prestige à la démocratie française et à son action extérieure, pour montrer qu'une rupture définitive avec un passé compromettant a eu lieu, quelle meilleur moyen que de reconnaître ouvertement les crimes commis autrefois, de s'en repentir sincèrement et d'en demander humblement pardon? Le Chancelier Kohl et le pape ont montré la voie, Clinton a suivi, Chirac avait fait de même chose à propos du gouvernement de Vichy, pourquoi ne pourrait-on suivre ces exemples à propos des crimes des guerres coloniales? Repenti et pardonné, l'impérialisme français pourrait avec d'autant plus d'efficacité poursuivre ses objectifs, défendre ses intérêts et y faire adhérer ses prolétaires au nom de la démocratie, de la civilisation et des droits de l'homme.

Une première tentative, l'année dernière, avait été bloquée par les prises de position d'anciens chefs militaires et des dirigeants du RPR. La publication, très médiatisée, d'un livre d'un militaire algérien décrivant

les tortures atroces qui se commettent à l'heure actuelle outre Méditerranée contre les opposants, a apporté de l'eau au moulin de tous ceux qui ne voulaient pas que soit mise en accusation l'action de l'armée française.

Le coup de boutoir du livre d'Aussaresses était nécessaire pour faire bouger les choses. Il ne sera cependant pas suffisant. Les faits sont encore trop récents; la génération qui y a participé, et celle qui en porte la responsabilité politique n'ont pas encore disparu comme Mitterrand, et la démocratie française n'a pas le dynamisme et la puissance de renouvellement quasi-permanente (c'est-à-dire aussi la capacité de tout faire accepter ou oublier aux masses sans de grandes difficultés) de la démocratie américaine, où les générations politiques se succèdent avec une rapidité qui correspond au rythme du business yankee. D'autre part laver le sang et la boue qui maculent l'impérialisme français des pieds à la tête n'est pas une mince affaire; un aveu risque d'en entraîner d'autres, jusqu'à - qui sait? - ébranler la confiance qu'ont encore très majoritairement les travailleurs dans ce qu'ils croient être «*leur*» pays, «*leur*» Etat: le remède serait pire que le mal.

PAS DE PARDON POUR LE CAPITALISME!

Le moraliste Jospin est une fieffée canaille: il voudrait faire croire que seuls Aussaresses et quelques autres se sont rendus coupables de crimes, tandis que la hiérarchie militaire, dans sa plus grande partie, faisait «*son devoir*» dans «*l'honneur*». Mais le «*devoir*» des militaires consistait à terroriser et à massacrer, leur «*honneur*» à maintenir par tous les moyens la domination française sur une population écrasée. Ce «*devoir*» impliquait inévitablement les actes inhumains et

barbares qui, pour cette raison, ont été autorisés par les plus hautes autorités militaires, politiques et judiciaires françaises: ces autorités sont, elles aussi, coupables des crimes commis par Aussaresses et ses agents (et par tous les Aussaresses des diverses guerres coloniales). Ces méthodes ne sont pas non plus propres à la seule période de la guerre d'Algérie et des guerres coloniales du second après-guerre: la conquête de l'Algérie au dix-neuvième siècle n'a été qu'une succession de forfaits, de massacres de populations civiles, femmes et enfants compris. Les Oradours commis en Algérie par l'armée française il y a quelques décennies à peine, sont l'écho des incendies de villages et de l'asphyxie des tribus réfugiées dans des grottes des Aurès il y a 150 ans.

La conquête de l'Algérie et des autres colonies, toutes aussi sanglantes par les divers Etats bourgeois, le véritable crime contre l'humanité qu'a constitué la déportation de millions d'Africains (le «*commerce triangulaire*» qui a fait la fortune des premiers capitalistes européens et américains et assuré le développement de ces régions en dévastant le continent noir qui ne s'en est jamais remis), sont au même titre que les innombrables guerres, les massacres et les souffrances en tout genre infligés aux populations de la planète, le fruit du mode de production capitaliste. Tant que régnera ce système, il continuera à produire des Aussaresses (comme le prouve le fait que d'autres tortionnaires sévissent aujourd'hui en Algérie), il continuera à répandre le sang, il continuera à répandre la misère et la mort pour que prospère une minorité d'exploiteurs.

C'est ce système qui est responsable, c'est lui qu'il faut combattre, c'est lui qu'il faudra abattre, ses tueurs et ses tortionnaires en même temps que tous ses hypocrites défenseurs démocratiques et moralistes.

Grande Bretagne Mine de Tower: L'impasse de l'autogestion

(Suite de la page 7)

problèmes liés aux embauches (compétences et expérience mais aussi liens familiaux, affectifs, syndicaux ou politiques...) qui ont attisé les tensions entre mineurs et nouveaux dirigeants: les anciens rapports employés-employeurs sont vite réapparus, puisqu'il fallait bien que l'entreprise soit rentable.

Si certains mineurs ont mordu à l'hameçon autogestionnaire en se lançant dans des heures supplémentaires en pagaille - certains demandant même à travailler les 7 jours de la semaine, - d'autres demandaient la réduction du temps de travail, notamment dans le but d'embaucher. Et ce qui devait arriver arriva: début 2000, ces derniers firent grève contre les heures supplémentaires qui s'étaient généralisées.

On est donc assez vite revenu à la situation qui ressemble pour l'essentiel à ce qu'elle était avant l'autogestion. Les fameuses Assemblées Générales, mises en place pour résoudre les éventuels problèmes et questions en suspens, n'ont donc guère duré. La nouvelle direction avait une devise: «*faire grève aujourd'hui serait faire grève contre nous-mêmes*». Elle n'a pas convaincu les mineurs et les habitudes de résistance prolétarienne élémentaire contre l'esclavage salarier sont réapparues, au grand dam des administrateurs, outrés de tant d'«*inconscience*»: bâcler le travail, ou y mettre moins d'ardeur, le quitter avant l'heure...

LA MYSTIFICATION AUTOGESTIONNAIRE

Si l'entreprise entretient sa réputation de gauche et humanitaire qui fait partie de son *image de marque*: achat d'ambulances pour Tchernobyl, de matériel aux mineurs de Cuba et du Vietnam, contribution financière aux

marchés européennes de chômeurs ces dernières années ou aux dockers de Liverpool par prélèvements direct sur les salaires, les dirigeants n'ont d'autre objectif que celui de la recherche du profit. Il serait absurde de leur en faire le reproche: il n'y a pas d'autre «*choix*» pour une entreprise dans la société capitaliste, qu'elle soit dirigée par un patron de combat ou par les travailleurs eux-mêmes!

On voit donc l'entreprise autogérée s'allier avec une entreprise tout ce qu'il y a de privée pour faire des études géologiques sur l'avenir du site. Ou se lancer dans des projets commerciaux (tourisme), sans oublier la propagande sur la qualité exceptionnelle de son charbon ou le rôle irremplaçable de cette source d'énergie qui est la plus crasseuse et la plus polluante...

On est donc très loin des images d'Epinal avec lesquelles certains courants politiques ou syndicaux tentent d'endoctriner les prolétaires pour les conduire vers leurs paradis artificiels. En effet, comme l'ont démontré dans le passé Triumph, Lip ou Manufrance et le démontrent aujourd'hui Tower ou les dockers de St-Nazaire par exemple, l'autogestion est une mystification qui conduit les prolétaires à s'enchaîner eux-mêmes aux lois du capital

LE GRAND MENSONGE DU SOCIALISME DANS UNE SEULE ENTREPRISE

En effet, s'il ne peut y avoir de socialisme dans un seul pays parce qu'aucun pays ne constitue une entité économique isolée du reste du monde, il peut encore moins y avoir de socialisme dans une seule entreprise ou unité de production vivant sous le mode de production capitaliste. C'est pourtant ce que prétend l'ex-bonze syndical devenu admi-

nistrateur, O'Sullivan: «*nous vivons dans un monde capitaliste mais nous gérons notre entreprise sous un mode socialiste*». Comme si l'entreprise autogérée pouvait échapper aux lois du marché, de la concurrence et du profit - bref, aux lois du capitalisme. Pour survivre au sein de cette «*guerre de tous contre tous*», elle doit user des mêmes moyens et des mêmes rapports, elle ne peut abolir ni le salariat, ni la plus-value.

La seule différence réside dans le fait que les prolétaires ne sont plus exploités mais s'auto-exploitent parce qu'ils sont «*propriétaires*» de leur lieu de travail et de la production et parce qu'ils s'appliquent eux-mêmes les cadences, la flexibilité, les horaires, la production à fournir, les effectifs nécessaires, la gestion à tenir, les plans à élaborer, etc. Leur titre de propriété, loin de leur faire accéder à la classe supérieure, loin de les libérer de la condition prolétarienne de sans-réserves obligés de vendre leur force de travail pour vivre, les y enchaîne au contraire beaucoup plus solidement.

Le «*socialisme*» dans une seule entreprise a ceci de commun avec le «*socialisme*» dans un seul pays, qu'il lui est plus facile de pousser les prolétaires à se crever au boulot, en leur faisant croire qu'ils travaillent pour eux, puisque les patrons, du moins sous leur forme traditionnelle, ont disparu!

Prônée suivant les époques par les «*extrémistes*» anarcho-syndicalistes ou par des courants et des organisations collaborationnistes traditionnelles, la perspective autogestionnaire véhicule l'absurde illusion petite-bourgeoise qu'il serait possible pour les prolétaires de s'émanciper du capitalisme au sein même de la société capitaliste, en respectant ses lois, son organisation et toutes ses institutions, et en faisant l'économie de toutes les choses déplaisantes qui ont pour nom lutte de classe, affrontements, révolution, organisation en classe et en parti. Mais cette illusion réactionnaire, n'est-ce pas ce que les bourgeois et tous leurs idéologues, démocrates de toutes sortes, essayent de faire croire depuis toujours?

Quoiqu'ils en disent et quoi qu'ils en pensent, les supporters de Tower prennent place dans la même bande antiprolétarienne.

NOUVELLES PUBLICATIONS

COMMUNISME ET FASCISME

Le volume n° 1 de la série «*Textes du Parti Communiste International*» vient d'être réédité. Outre une longue introduction qui rappelle, par contraste avec l'attitude du parti communiste d'Italie dirigée par la Gauche, les oscillations du parti allemand face au mouvement nazi et aux suggestions démocratiques, cette brochure contient une série de textes importants de l'époque, documentant les prises de position et les analyses de notre courant sur le fascisme: articles d'«*Il Comunista*» et de «*Rassegna Comunista*» et les rapports d'A. Bordiga sur le fascisme aux IVe (1922) et Ve Congrès (1924) de l'Internationale. En annexe est reproduit le rapport de Gramsci au C.C. du P.C. d'I. (août 24).

Textes du P.C. Int. n° 1 (140 pages): 45 F

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie: Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «*programme communiste*» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «*il comunista*», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «*el programa comunista*», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien,** le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**